

LE COURRIER
HORS-SÉRIE n°01



ALTERNATIVES LE MONDE DES POSSIBLES

HABITAT | ENVIRONNEMENT | AGRICULTURE | ÉCONOMIE

Fr. 9.00 / € 8.50 | Hors-série du quotidien Le Courrier | mai 2016 | www.lecourrier.ch



«La BAS a été une partenaire de la première heure pour la transmission de la ferme et pour sa conversion définitive à l'agriculture biologique.»

Matthieu Glauser, agriculteur bio à Champvent, dans le canton de Vaud.



Que vous ayez l'intention de reprendre une ferme bio, de l'agrandir et de la moderniser ou de l'équiper d'une installation photovoltaïque, la Banque Alternative Suisse SA vous soutient dans la concrétisation de votre projet. Depuis notre fondation il y a plus de 25 ans, nous encourageons et finançons dans toute la Suisse des paysannes et paysans bio.

Éditorial

Demain commence aujourd'hui



Philippe Bach, corédacteur en chef du *Courrier*. JPDS

Un autre monde est possible. Budgets participatifs, monnaies locales, coopératives, agroécologie, écosocialisme: les alternatives au modèle dominant ne manquent pas et se multiplient. Encore marginales, elles ne sont pas moins destinées à sauver la planète, en contrant la ville marchande, l'agriculture industrielle, le capitalisme, la pollution, ou encore l'habitat précaire. Elles montrent que ce ne sont pas là des fatalités, contrairement à ce que certains oiseaux de mauvais augure voudraient laisser penser.

Réunies dans ce premier hors-série du *Courrier*, nos pages Alternatives donnent à voir des expériences nouvelles et des solutions innovantes qui pensent le monde de demain. Parus entre 2014 et aujourd'hui, ces articles, mis à jour et enrichis pour l'occasion, donnent la parole à celles et ceux qui osent la transition. Qu'elle soit énergétique, politique ou sociale.

À commencer par les habitants d'El Hierro, cette petite île des Canaries qui a tenté seule le défi de l'auto-suffisance énergétique, ou ces communautés de Klong Bang Bua, à Bangkok, qui se sont fédérées pour rénover entièrement leur quartier et fournir un logement décent à plus de 3400 familles. De nouveaux modèles d'organisation sociale et politique émergent, prenant le pas sur les logiques mercantiles et la spéculation. Ici, on fabrique ses propres panneaux solaires, on frappe de nouvelles monnaies solidaires. Là, on sauve des milliers de semences oubliées, on expérimente l'agriculture sous-marine, on vit en communauté.

La certitude que la société actuelle se trouve à un tournant est largement partagée. L'impasse clima-

tique, l'inégalité des rapports Nord-Sud, les guerres impériales qui se multiplient nous le rappellent tous les jours. Il va falloir inventer d'autres rapports sociaux et de production. Commencer à vivre différemment, ce qui ne veut pas dire moins bien. Car ne nous y trompons pas: le mantra «c'est l'atome ou la bougie» relève du chantage et de la malhonnêteté pour justifier de ne rien changer. Un dogme qui profite à ceux qui se nourrissent sur le dos d'un monde en perdition. La transition énergétique se fera. À défaut, la vie sur terre sera compromise.

On peut très bien vivre mieux avec moins. Ils sont nombreux celles et ceux qui s'y attellent avec enthousiasme. Cela va du petit projet local à des programmes plus ambitieux. Oh, bien sûr, il faut parfois rester prudent ou attentif. Les logiques systémiques sont lourdes. Et tout peut très vite être recyclé en nouvelle marchandise. Mais il faut oser imaginer la rupture, quand bien même le terme d'utopie a parfois mauvaise presse.

Les expériences alternatives – si petites soient-elles – sont intéressantes à observer. Par exemple, qui sait ce qu'il adviendra des monnaies complémentaires? Ces projets permettent de faire émerger une conscientisation politique et peuvent constituer des embryons de résistance. Rééditer ces pages contribue à leur donner un écho; c'est également une manière de valoriser l'ADN du *Courrier*. Car, avouons-le, nous nous reconnaissons dans ces combats. Notre journal navigue lui-même à contre-courant des grands paquebots médiatiques. Ce volontarisme un peu fou est donc aussi le nôtre. |

Sommaire



HABITAT

- 4 Interview
La ville de demain est en construction
- 7 Coopératives
Vers une ville bâtie par ses habitants
- 10 Reportage
Habiter et partager
- 13 Démocratie locale
Quand les habitants reprennent la main



ENVIRONNEMENT

- 18 Autonomie
El Hierro, une île dans le vent
- 22 Énergies renouvelables
La transition commence à la maison
- 24 Fonds de placement
Désinvestir pour le climat
- 27 Écosocialisme
Un socialisme vert pour sauver la planète



AGRICULTURE

- 32 Interview
L'agroécologie au chevet du climat
- 35 Reportage
Cultiver des légumes et des valeurs
- 38 Biodiversité
Semences: un monde à se réapproprier
- 41 Italie
Un potager au fond des mers



ÉCONOMIE

- 46 Société
Le revenu de base fait son chemin en Europe
- 48 Postcapitalisme
Oser penser la démocratie économique
- 51 Interview
«Être heureux, autrement qu'en consommant»
- 54 Développement
La monnaie indigène qui conquiert le Mexique



HABITAT

De Lausanne à Bangkok en passant par les États-Unis ou le Nicaragua, des habitants du monde entier se fédèrent pour contrer la spéculation foncière et l'habitat précaire. Ils reprennent possession de leur ville ou de leur quartier grâce à des solutions innovantes qui séduisent les collectivités publiques.

La **ville** de demain est en **construction**



Le concept de budget participatif est né en 1989 à **Porto Alegre**, au Brésil. KEYSTONE

INTERVIEW Budgets participatifs, coopératives, agriculture urbaine, monnaies locales... Les alternatives à la «ville marchandise» essaient dans le monde avec le défi de réussir à «unir leurs voix», selon l'urbaniste et activiste Yves Cabannes. Ce spécialiste des mouvements sociaux urbains et de l'habitat populaire observe depuis les années 1970 l'émergence de cette autre ville. *Article original paru le 30 janvier 2014.*

MARIO TOGNI



Professeur titulaire à l'University College de Londres, **Yves Cabannes** a coordonné le Programme de gestion urbaine des Nations Unies pour l'Amérique latine, de 1997 à 2004. Il est actif dans plusieurs organisations de la société civile. PHOTO: DR

Intellectuel engagé, Yves Cabannes travaille depuis de longues années sur les alternatives urbaines autour du monde. Budgets participatifs, coopératives, agriculture urbaine, monnaies locales, alors que ces initiatives émergent sur les quatre continents, comment les faire converger? Professeur titulaire de la chaire de Planification du développement à l'University College de Londres, l'urbaniste tente de répondre à ces questions. Fort d'une longue expérience de terrain dans l'habitat populaire, il défend un véritable droit à la ville en lieu et place de ce qu'il appelle la «ville marchandise».

En quoi la ville est-elle une marchandise?

Pour profiter de la ville aujourd'hui, il faut pratiquement tout payer. Se loger et se déplacer dans les centres urbains devient inaccessible à beaucoup de gens, les discothèques sont chères, les plages sont de plus en plus privatisées, la sécurité est assurée par des agents privés... Il y a de moins en moins de biens, de

services ou d'équipements urbains qui sont accessibles au plus grand nombre.

Cela n'a-t-il pas toujours été le cas?

Il y a en tout cas une évolution dans ce sens. Son meilleur indicateur est la hausse des expulsions forcées, de plus en plus massives et brutales. Que ce soit en raison des mécanismes du marché, de la financiarisation du logement ou des transformations de quartiers par les investisseurs. Dans le monde, on estime à 60 millions le nombre de personnes menacées d'expulsion.

Vous opposez à cela le «droit à la ville».

Qu'entendez-vous par là?

Tout individu a le droit de s'appropriier – sans nécessairement posséder – l'ensemble de la ville, quels que soient ses moyens: les espaces publics, l'eau potable, l'école. Au Brésil, il devient même difficile, si l'on est pauvre, d'entrer dans un supermarché surveillé par des polices privées. L'appropriation sociale doit

primer sur la propriété privée. Deuxièmement, chacun devrait avoir la possibilité de participer à la construction de la ville, de sorte qu'elle corresponde à ses désirs.

Mais les intérêts des habitants sont souvent contradictoires...

Oui, et c'est là qu'intervient la force publique. L'État ou les municipalités sont un élément de régulation permettant de construire des consensus sur la ville, à partir de nos diversités et de nos intérêts antagoniques. C'est le sens des budgets participatifs, sur lesquels je travaille depuis leur apparition.

«L'appropriation sociale doit primer sur la propriété privée»

Comment fonctionne un budget participatif?

Il y a beaucoup de variantes, presque autant que les 1500 villes qui l'appliquent dans le monde. C'est un processus qui a lieu annuellement ou tous les deux ans. La municipalité décide de soumettre une part ou la totalité de son budget à la participation des habitants. Les priorités d'investissements sont définies lors d'assemblées citoyennes qui désignent des délégués. À l'issue de l'examen des projets et des arbitrages, un budget est soumis au Conseil municipal, qui le ratifie. Puis les services administratifs prennent le relais, comme dans une gestion classique.

En démocratie, les élus sont les représentants du peuple. Est-ce vraiment si différent?

Cela dépend où! À Buenos Aires ou à São Paulo, il y a un conseiller municipal pour 50 000 habitants. Même avec la meilleure volonté, ces politiciens sont peu au fait des demandes réelles des citoyens et en particulier des plus exclus. C'est moins le cas en France, par exemple, avec pratiquement un élu pour 100 habitants. Cette démarche permet aussi de faire participer directement les citoyens, de les «mettre en mouvement» et de les impliquer dans les débats dont ils se sentent souvent absents.

La participation des populations est-elle réelle?

C'est une critique possible. Selon les cas, 8, 10, 15% des gens participent. Pourquoi ceux-là décideraient pour l'ensemble? Ce qui compte est que le système est incluant, tout le monde a le droit de participer. Depuis vingt-cinq ans que j'accompagne ces processus, notamment en Amérique latine (*Porto Alegre, au Brésil, a inauguré cette pratique en 1989, ndlr*), je constate que cela a permis une amélioration significative des conditions de vie des habitants.

Quelles autres alternatives urbaines observez-vous?

Plusieurs innovations émergent à divers endroits du monde, qui touchent des éléments essentiels: se loger, manger mieux, trouver de l'emploi. Par exemple, les Community Land Trusts (*lire en page 9, ndlr*), des structures collectives de propriété foncière, sont une alternative pour garantir l'usage du sol et le sortir de la spéculation. Aux États-Unis, environ 260 de ces fondations ont été créées depuis 1984. Alors que la crise des subprimes a jeté 6 millions de familles à la rue, pratiquement aucune n'a perdu sa maison dans ces structures. On les voit aujourd'hui émerger en Chine, en Inde, etc.

On peut également citer l'agriculture urbaine et périurbaine, avec un fort mouvement de retour à la production locale, souvent de manière collective. Ou encore les coopératives d'habitation et de travail, les monnaies locales, etc.

Comment s'articulent entre eux ces mouvements parallèles?

Ils commencent à se connecter les uns aux autres «par le bas», même s'il n'y a pas vraiment de politiques publiques facilitant ce rapprochement. À mon sens, le budget participatif est le meilleur outil pour tisser des liens. Voilà une pratique municipale, avec de l'argent public, qui permet concrètement de financer des projets de jardins potagers communautaires, ●●●



Le concept de budget participatif

est né à Porto Alegre, au Brésil, après les élections municipales de 1988 qui ont porté le Parti des travailleurs au pouvoir. Avec des associations de quartier, les nouveaux élus ont conçu un dispositif de contrôle populaire du budget municipal. Depuis, les citoyens de la ville peuvent participer à des assemblées plénières régionales et thématiques pour fixer les priorités d'investissement qui les concernent. Puis leurs demandes sont portées par des élus au Conseil du budget participatif. Le législatif de Porto Alegre valide *in fine* les projets. En l'occurrence, il a donné suite à la grande majorité d'entre eux. Entre 1989 et 2004, l'expérience a permis de relier aux égouts presque toute la population et 50 000 familles ont pu bénéficier de la régularisation des titres de propriété foncière et de la construction de nouvelles habitations, écrit le *Monde diplomatique* en octobre 2011. Cette année-là, 15 000 personnes participaient au processus. PCA

«Tout individu a le droit de s'approprier l'ensemble de la ville.» **Tours de Carouge**, Genève.
JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

••• de coopératives, etc. C'est le point central qui permet de faire changer d'échelle les différentes alternatives et de «faire système».

Ces initiatives restent marginales. Cette «autre ville» n'est-elle pas une utopie?

Il y a bien sûr une part d'utopie, mais ce n'est pas toujours marginal. En vingt-cinq ans, on est passé de 0 à 1500 villes avec un budget participatif. Ce n'est pas rien! En Argentine, un tiers des habitants ont la possibilité de décider de leur budget municipal. À Chengdu, en Chine, une zone métropolitaine de 17 millions d'habitants, les autorités ont mis en place un tel processus pour 5 millions d'habitants, dans 2300 villages. En trois ans, 45000 projets ont été financés. Pour la Chine, c'est une petite échelle, mais est-ce marginal?

«Si l'on veut inventer des villes plus vivables, il faut que tous ces mondes se parlent»

Les choses commencent à bouger, idem pour les monnaies locales. Il y en a aujourd'hui un petit million¹, et cela va très vite. À l'échelle des États-Unis, 260 Community Land Trusts, c'est peut-être dérisoire. Mais quand on fait le total, on se retrouve avec

des milliers d'expériences à travers le monde. C'est une ligne d'horizon, tout comme l'utopie qui permet d'avancer.

Peut-on généraliser ces initiatives?

Une part de mon travail, en lien avec des dizaines d'acteurs locaux, est de documenter ces expériences². Nous essayons d'en sélectionner les exemples marquants pour inviter à créer cette autre ville et montrer que c'est possible. Mais c'est aussi ma fonction d'intellectuel engagé que d'en voir les limites. Il ne s'agit pas de proposer une recette toute faite, un modèle. Il faut être critique et voir les éléments qui ne marchent pas et les solutions inventives pour faire face.

Qu'en est-il de la Suisse?

On a beaucoup à apprendre de la Suisse, avec sa tradition de démocratie directe. J'évoque souvent ce modèle dans les processus de budget participatif. Certaines expériences sont aussi très intéressantes, comme la monnaie WIR qui existe depuis quatre-vingts ans. Que 60000 entreprises suisses utilisent une monnaie parallèle dans le coffre-fort de l'Europe, cela donne à réfléchir! On peut aussi parler de la longue tradition des jardins communautaires à Genève ou des sociétés d'habitat coopératif comme la Codha. En revanche, je ne vois pas vraiment de synergies entre ces fronts assez isolés. Si l'on veut inventer des villes plus vivables, il faut que tous ces mondes se parlent et unissent leurs voix. |

On estime à 60 millions le nombre de personnes menacées d'**expulsion** dans le monde. KEYSTONE

¹ Il s'agit d'un nombre en évolution perpétuelle vu la dynamique des initiatives. Les estimations actuelles oscillent entre 2500 et 5000 monnaies locales complémentaires dans le monde.

² www.citego.info



Vers une ville **bâtie** par ses **habitants**

COOPÉRATIVES Partout dans le monde, l'habitat précaire, la spéculation foncière et la pénurie de logements poussent des habitants à mettre en place des solutions innovantes. C'était le thème d'un forum organisé en 2014 par l'association genevoise Urbamonde.

Article original paru le 30 octobre 2014.



CHRISTOPHE KOESSLER

Les habitants des bidonvilles n'ont compté ni sur l'État ni sur les entreprises pour construire leurs maisons. Ce constat a amené de nombreux mouvements sociaux qui se mobilisent pour le logement à aller plus loin: «Si ces gens s'organisent collectivement, mettent leurs ressources en commun, se coordonnent en réseaux et obtiennent le soutien des collectivités publiques, ils sont la solution pour l'habitat de demain», assure Somsook Boonyabancha, secrétaire générale de la Coalition asiatique pour le droit au logement (ACHR).

Lors du Forum «Production sociale de l'habitat», organisé à Genève en octobre 2014 par l'association Urbamonde, une trentaine d'experts et d'activistes venus du monde entier partageaient ce point de vue. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, délaissés par les pouvoirs publics, des résidents des quartiers les plus pauvres se rassemblent de manière novatrice pour acquérir des terrains, construire bon marché et obtenir des services publics minimums, tels que l'eau, l'électricité et des écoles.

En Corée du Sud, tout a commencé au début des années 1980 avec des manifestations d'habitants menacés d'expulsion dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de 1988. En réaction, l'État a fini par adopter une politique sociale du logement. «Mais ce

n'est pas ce que nous voulions: des logements individuels où les gens sont isolés les uns des autres, comme dans les prisons. Le gouvernement doit ouvrir la porte à la participation des premiers concernés», explique M^{me} Boonyabancha.

Car l'habitat ne se réduit pas à quatre murs: «Lorsque les pauvres s'assoient ensemble pour imaginer leurs lieux de vie, ils construisent aussi une communauté, un système social, des coopératives, des fonds communs et des réseaux d'entraide pour répondre à leurs besoins.»

Une clé: l'épargne commune

L'ACHR a alors développé un modèle d'action. «Il faut commencer par une épargne commune afin de construire sa propre capacité financière», souligne la militante. Un pécule qui permet non seulement aux familles de s'entraider et d'entreprendre des projets, à travers des fonds rotatifs pour des crédits aux ménages, mais aussi d'être pris au sérieux par les institutions publiques.

En Thaïlande, les communautés de Klong Bang Bua, à Bangkok, ont réuni 86000 dollars en 2003 avant d'être en mesure de démarrer leur processus d'amélioration du quartier, de rénovation des maisons et de nouvelles constructions. Ayant ainsi renforcé leur ●●●

En Afrique, en Asie et en Amérique latine, les **habitants** des quartiers modestes se rassemblent pour acquérir des terrains, construire bon marché et obtenir des services publics. SDI



Au Nicaragua, depuis dix ans, plus de quatre-vingts maisons ont été construites par des habitants de banlieues défavorisées organisés en coopératives. CENCOVICOD

●●● pouvoir de négociation, la plupart des quelque 3400 ménages de Klong Bang Bua ont pu obtenir de l'État un bail à long terme sur les terrains publics qu'ils occupaient.

«Mais ils ont dû forcer le changement par l'action, construisant d'abord, négociant ensuite avec les autorités pour des autorisations, relève Urbamonde. Organisés en coopératives, ils ont ensuite bénéficié de prêts publics destinés à améliorer leurs maisons ou à en édifier de nouvelles.» Puis, à leur demande, les communautés ont reçu des subventions et des aides pour la mise en place d'infrastructures publiques: espaces verts, jardins d'enfants, maisons destinées à l'assistance sociale, etc. Des processus similaires ont pu démarrer dans 200 villes de Thaïlande et bien d'autres dans toute l'Asie.

L'Afrique en marche

Ce modèle a aussi été importé avec succès en Afrique. La Sud-Africaine Rose Molokoane, vice-présidente de l'organisation internationale Habitants des bidonvilles (SDI), en a été l'une des instigatrices: «En Inde, nous avons vu que les pauvres ont attendu quarante ans depuis l'indépendance du pays en espérant que le gouvernement agisse en leur faveur. En vain. Ce n'est que lorsqu'ils se sont mobilisés eux-mêmes que les changements ont commencé», raconte-t-elle.

En 1994, alors que Nelson Mandela venait de prendre ses fonctions à la tête du pays, les Sud-Africaines ont donc décidé de ne pas patienter. «Nous avons d'abord constitué des groupes d'épargne de femmes, mieux organisées que les hommes. Nous avons ensuite convaincu le ministre du Logement de nous verser 10 millions de rands (850 000 francs suisses, *ndlr*) parce que nous avions déjà de l'argent et étions organisées», poursuit la vétérane de la lutte contre

l'apartheid. Douze mille logements ont été construits avec cette somme.

Mobilisées, les Sud-Africaines n'ont pas voulu s'en contenter: «Nous avons poussé le gouvernement à adopter une politique du logement participative, le People's Housing Project, et davantage de subventions ont été accordées, même s'il faut toujours lutter contre la bureaucratie.» Secondées par une assistance technique, les communautés d'habitants construisent elles-mêmes leurs logis: «Cela permet de diminuer de 50% le prix du logement. Et la qualité est en général meilleure que celle du secteur privé. De grosses tempêtes ont détruit des maisons construites par des entreprises sur mandat de l'État. Les nôtres ont tenu», raconte fièrement Rose Molokoane. Une vingtaine de pays africains connaissent aujourd'hui des dynamiques similaires grâce à l'action de SDI.

Propriété collective au Nicaragua

L'autoconstruction s'avère aussi très courante en Amérique latine. Au Nicaragua, la Centrale nicaraguayenne de coopératives de logement pour l'aide mutuelle (Cencovicod) donne l'exemple. Depuis 2004, 935 familles se sont organisées en coopératives et construisent leurs quartiers. Quatre-vingt-quatre maisons ont été réalisées par les habitants de banlieues défavorisées de plusieurs villes.

«L'habitat est un droit humain, pas une marchandise»

«Pour les plus pauvres, les coopératives sont l'un des seuls moyens d'avoir accès un jour à leur propre logement», explique Faniz Valenzuela, présidente de la Cencovicod. Alors que le travail informel représente toujours 80% des emplois au Nicaragua et que les salaires plafonnent le plus souvent autour des 250 dollars par mois, les banques continuent à imposer des conditions drastiques pour l'octroi de prêts à des fins de construction: un emploi formel, au moins 500 dollars mensuels de revenu, sans compter des taux d'intérêts prohibitifs.

Grâce aux coopératives, désormais soutenues par l'État à la suite de mobilisations sociales, et en vertu d'une nouvelle législation progressiste adoptée en 2009, non seulement l'obtention de crédits devient possible, à des taux de 5 à 8%, mais la construction est exonérée d'impôts, et les coûts sont réduits de moitié grâce à la participation des habitants aux travaux. Au final, les ménages ont l'usufruit de leur maison sans limite de temps, même si la propriété reste collective: «Nous sommes tous propriétaires. Nous sortons ainsi le logement du marché grâce à un processus d'auto-gestion. L'habitat est un droit humain, pas une marchandise.» I



Springfield Community Land Trust, **Massachusetts**, États-Unis, DR

Les **Community Land Trusts** sortent le logement du marché spéculatif

Depuis les années 1980, les Community Land Trusts (organismes fonciers solidaires) ont le vent en poupe aux États-Unis. On estime à plus de 260 dans le pays le nombre de ces organisations à but non lucratif, qui regroupent des habitants et des citoyens dans le but de sortir les terrains constructibles du marché spéculatif. Le principe est de différencier la propriété du sol, qui reste celle du Trust, de celle des murs. Les projets concernent principalement le logement, mais pas seulement. Aujourd'hui, ce modèle essaime en Europe, notamment à Londres et à Bruxelles.

Aux États-Unis, ces organisations ont pu voir le jour avec la collaboration des municipalités locales, grâce à l'octroi de subventions et à l'aide à l'acquisition collective de terrains. À Burlington, dans le nord-est du Vermont, le Champlain Housing Trust est le plus grand du pays. Il fournit des logements à près de 6000 personnes. Sur les trente dernières années, cette politique a permis de réduire les prix de 20% par rapport à ceux du marché, et de rendre accessible cet habitat à des personnes à revenus modestes.

«L'habitat est un besoin humain fondamental. La valeur spéculative de la terre basée sur sa position géographique et sa rareté fait grimper les coûts du logement, entraîne des déplacements de population et l'exclusion», explique la directrice de Champlain Housing Trust, Brenda Torpy. CKR/PCA

Le boom des **coopératives** à Zurich

Dans les pays du Nord, les initiatives pour un logement participatif fleurissent. En Suisse, Zurich détient la palme. Près de 18% des appartements situés dans la cité appartiennent au secteur coopératif, soit presque 38000 logements. Et cette proportion devrait continuer de grimper. En 2011, Zurich s'est dotée par voie d'initiative populaire d'une loi prévoyant que la proportion de logements d'utilité publique, dont les coopératives, grimpe à 33%.

Cet habitat, fondé sur la propriété collective des participants, permet d'obtenir des loyers au moins 25% plus bas que ceux du marché et, surtout pour les nouvelles constructions, de bénéficier de lieux collectifs propices à la sociabilité, à l'image du Heizenholz (lire en page 10).

Parmi les nouveaux projets, celui de la coopérative Mehr als wohnen, qui rassemble elle-même 60 coopératives, retient l'attention: achevée en 2015, la construction d'un véritable quartier (La Hunziker Areal) doté de 400 logements et de 150 emplois propulse l'expérience des coopératives à une nouvelle échelle. La Ville de Zurich a donné un droit de superficie à la coopérative sur un terrain de 40000 mètres carrés, lequel reste donc propriété publique. Mehr als wohnen paie cependant un loyer à la commune et doit subventionner elle-même les loyers de 20% des logements pour les rendre accessibles aux habitants plus modestes.

Question financement, 6% de la totalité des coûts d'investissements sont apportés par les fonds propres des coopérateurs sous forme de parts sociales. Ici, la moitié a été prise en charge directement par Mehr als wohnen. Ensuite, un prêt à taux préférentiel a été accordé par la caisse de pension de la Ville de Zurich, complété par des hypothèques auprès d'un consortium bancaire. CKR/PCA

À Zurich, près de 18% des appartements appartiennent à des coopératives. KRAFTWERK1





Au Heizenholz,
les architectes ont réussi à
conjuguer intimité et échanges.
KRAFTWERK1

Habiter et **partager**

REPORTAGE Un nouveau concept d'habitat coopératif se développe depuis quelques années qui conjugue espace privé et communautaire. Pensés pour faire suite à la vie familiale, les clusters séduisent des personnes peu habituées à la vie communautaire et des familles monoparentales. Visite au Heizenholz zurichois. *Article original paru le 26 juin 2014.*

DOMINIQUE HARTMANN

Les murs de béton s'égayent de guirlandes colorées et de plantes grimpantes, une grande tête de mort orne juvénilement la façade. Un livreur apporte les boissons destinées à la fête du lendemain, qui réunira les coopérateurs du Heizenholz avant l'été. Le dimanche précédent, le Mondial avait suscité un tournoi de football dans le pré voisin. «Ici, on passe très facilement d'une idée à sa réalisation, apprécie Claudia Thiesen, architecte installée au Heizenholz. Il y aura toujours quelqu'un pour participer.» Cette

spontanéité dominerait dans cette coopérative d'habitation zurichoise où les règles de fonctionnement ne sont pourtant pas rares, indispensables à organiser de façon associative la vie de nonante-cinq personnes. «Les échanges comptent beaucoup au Heizenholz, souligne-t-elle. Cette forme de vie doit être enrichissante, sinon la cohabitation perdrait beaucoup de son intérêt.»

Contacts facilités

Outre ses appartements conventionnels et ses colocations (une

forme de vie plutôt réservée aux étudiants en Suisse romande, mais plébiscitée par des Alémaniques plus âgés), le Heizenholz comporte aussi deux appartements clusters de 330 m² chacun. Dans ce nouveau concept à mi-chemin entre le tout-communautaire et le logement privé, chacun dispose de deux pièces privées ainsi que d'un espace cuisine et d'une petite salle de bains en plus des pièces communes. Pensés à l'origine pour des personnes abordant leur deuxième tranche de vie, les clusters du Heizenholz ont séduit des habi-

tants de 30 à 60 ans, explique Claudia Thiesen, qui vit dans l'un d'eux. Le doyen du lotissement, 85 ans, a, lui, choisi un logement classique, tandis qu'une femme de 70 ans a privilégié une des colocations.

Au Heizenholz, les coursives sont autant de patios envahis de plants de tomates, hamacs ou autres linges mis à sécher. «Alors que l'on se rend spontanément peu visite, en Suisse, ici, c'est monnaie courante», note Claudia. Les baies vitrées facilitent le contact visuel entre voisins, et plus si envie. Les portes des appartements sont ouvertes, mais on frappe avant d'entrer. «Le respect est indispensable. Si quelqu'un est dérangé par le bruit de la terrasse, il doit pouvoir le dire.»

«Le cluster permet de vivre des degrés variables d'intimité»

Les architectes ont fait leur part pour conjuguer intimité et échange: ouverts sur les coursives d'un côté, les appartements comportent tous un pan propre au retrait, aux fenêtres plus modestes donnant sur la forêt. Des espaces communs (ateliers, chambres d'amis, petit magasin, etc.) redoublent les atouts du lotissement.

Les clusters s'inscrivent dans ce contexte d'habitat associatif. S'ils ont d'abord été pensés pour la période qui suit la vie familiale, ils se sont rapidement révélés intéressants pour des personnes sans expérience communautaire et des familles monoparentales. Au Heizenholz, une femme dans la cinquantaine y partage aujourd'hui ses deux pièces avec sa fille de 20 ans, qui s'en ira prochainement; elle aura alors d'autres perspectives que celle de vivre seule. «Il

n'existe pas une seule forme d'habitat associatif, résume Claudia Thiesen. Et la tendance actuelle des coopératives est de décliner ces différentes formes.»

Bien qu'une cuisinette permette aux habitants des clusters de cuisiner pour eux-mêmes, la plupart participent aux repas du soir cuisinés à tour de rôle. C'est plutôt le café du matin que certains apprécient de prendre dans leurs murs. D'autres préfèrent le vaste salon-salle à manger pour lire l'un des nombreux journaux, eux aussi partagés.

Degrés d'intimité variables

Cette forme de logement n'aurait-elle que des avantages? «Le cluster permet de vivre des degrés variables d'intimité, ce que j'apprécie particulièrement depuis que je suis maman», explique Ruth Kunz, qui vit dans l'un des clusters avec son compagnon et sa petite fille de 2 mois. Enseignante dans le secondaire, docteure en économie politique, elle envisage même de conserver ce mode de vie une fois l'âge venu. D'autant que vivre dans l'étroitesse d'une cellule familiale lui semble inconcevable et qu'elle ne pourrait jamais s'offrir «un espace aussi généreux». Très «consciente» des atouts de ce mode de vie, elle n'en supporte que mieux les inconvénients, comme ne pas pouvoir décider seule de l'ameublement des pièces communes ou devoir supporter que la personne chargée de nettoyer ait un contretemps.

«Comme tous les logements sont adaptés au handicap, ils peuvent facilement être transformés lorsque l'autonomie physique diminue», ajoute Claudia Thiesen, qui a aussi mené le projet de réaménagement pour la coopérative. Au Heizenholz, tous logements confondus, la surface habitable moyenne par personne est de 36 m², contre 40 m² en ville de Zurich, et environ 50 m² en Suisse, surface qui a augmenté de 5 m² au cours de chacune des deux dernières décennies. Nombre d'autres lotissements zurichois disposent déjà de tels appartements, et la plupart s'y mettent. I



À Genève, la Codha a inauguré son premier immeuble neuf aux Ouches. JPDS

Les clusters séduisent à Genève

À Genève, la Codha (Coopérative de l'habitat associatif) a adopté elle aussi le concept des clusters, ces grands appartements collectifs découpés en sous-unités d'habitation, composées d'une chambre à coucher, d'un petit séjour, d'une cuisinette et d'une petite salle de bain. «D'emblée, la demande a été importante, ce qui nous a incités à poursuivre», explique l'architecte Rosanna Ulmi. Comme si la possibilité de privacité permettait de mieux envisager la communauté. La coopérative intègre les clusters à tous ses nouveaux projets. Les premiers verront le jour à Chêne-Bougeries en 2017, puis à l'écoquartier de la Jonction avec 14 grands et très grands appartements qui se déclineront en espaces privés et en espaces communs, pour des occupants intéressés par des aventures soft-communautaires.

«La demande provient souvent de jeunes retraités, dont les enfants sont adultes et qui souhaitent par exemple pouvoir accueillir leurs petits-enfants de façon un peu plus privée. Ils peuvent aussi répondre aux besoins des familles monoparentales, qui souhaitent cohabiter.» En l'occurrence, le site de la Jonction accueillera aussi des personnes constituées en «tribu», selon leur propre terme.

Ces formules ne sont-elles pas plus gourmandes en espaces? «Elles correspondent en tout cas aux exigences légales, précise Guillaume Käser, vice-président de la Codha, tout en offrant une qualité de vie et des espaces différents de l'habitat traditionnel.» Mutualisées, les pièces communes peuvent être plus nombreuses et spacieuses grâce à des espaces privés réduits. La plupart des coopératives romandes tentent de répondre aux enjeux posés par le vieillissement de la population et les divorces, «grands consommateurs de l'espace bâti, notamment en favorisant les échanges d'appartements et en respectant des taux d'occupation peu gourmands en surface». DHN/PCA



Au-delà du logement, le concept de «voisinage»



Fondateur de plusieurs coopératives dans la capitale économique de la Suisse, **Hans Widmer** est plus connu sous son pseudo d'écrivain P.M. En parallèle de sa quête insatiable d'alternatives citoyennes, le Zurichois est en effet l'auteur d'ouvrages de science-fiction, dont le célèbre roman *bolo'bolo*. PHOTO: EFL

INTERVIEW L'utopie ne quitte jamais vraiment Hans Widmer, plus connu sous son pseudo d'écrivain P.M. Auteur du fameux roman *bolo'bolo* et fondateur de plusieurs coopératives, le Zurichois œuvre aujourd'hui au sein du groupe de réflexion Redémarrer la Suisse¹. Au cœur de son discours figure le concept de «voisinage», qu'on pourrait définir comme un modèle d'organisation urbaine socialement et écologiquement soutenable.

Pourquoi vouloir «redémarrer» la Suisse?

Simplement car l'économie de marché ne fonctionne plus. Nous devons construire une nouvelle manière de vivre et de se nourrir plus résiliente. Nous devons être capables de réagir intelligemment aux défis posés par les crises économique et écologique. Pour cela, il faut s'organiser différemment. La base de cette restructuration est un nouveau modèle logistique pour l'alimentation, qui est au centre de l'idée de voisinage.

Qu'est-ce qu'un voisinage?

Le voisinage est le premier module d'une société basée sur les biens communs, gérés démocratiquement. Il doit comporter autour de cinq cents personnes, qui habitent le même îlot urbain. C'est le nombre idéal pour mettre en place un système d'approvisionnement alimentaire rationnel, écologique, grâce aux paysans de la région ou

de coopératives agricoles, type Jardins de Cocagne à Genève. C'est aussi le seuil qui permet une bonne organisation démocratique interne, où tout le monde ne se connaît pas. Sinon on finit généralement par tous se détester!

Comment cela fonctionne-t-il?

Il y a beaucoup d'applications possibles. On peut imaginer un entrepôt de 1000 m² au rez-de-chaussée, livré chaque jour par camion avec l'essentiel des produits nécessaires. Cette sorte de supermarché interne peut avoir un ou deux gérants, employés par le voisinage. On peut aussi mettre en place un restaurant ou une grande cuisine commune, gérés par les habitants. Cela permet de rationaliser l'alimentation et, dans une certaine mesure, de créer des emplois. En Suisse alémanique, les «nouvelles coopératives» ont compris l'intérêt d'aller au-delà du logement, notamment avec des systèmes d'alimentation collective.

Davantage d'espaces collectifs, c'est aussi moins d'espaces individuels?

Oui, mais plusieurs typologies de logements très différentes peuvent cohabiter dans un même voisinage. Il peut y avoir cinq petits appartements, avec une cuisine commune. À côté, des familles auront un logement plus grand, alors que tel habitant seul ne voudra qu'une chambre, comme à l'hôtel, et ira

toujours manger au restaurant de l'immeuble. C'est d'abord une nouvelle manière d'habiter ensemble.

Jusqu'où peut aller ce modèle de voisinage?

Il y a le modèle et la réalité, il ne faut pas se faire d'illusions. Je ne connais aucune coopérative qui mette en œuvre tous ces concepts! Mais elles sont autant de lieux d'expérimentation. À Winterthur, la coopérative Giesserei a par exemple introduit trois heures de travail bénévole obligatoire par mois! C'est une première, on verra bien si ça marche dans la durée.

Tout cela est très différent du mode de vie de la grande majorité des gens.

Comment les convaincre?

Les gens sont conservateurs et individualistes. Ils ont peur de l'ingérence dans leur sphère privée. La société de consommation a transformé les appartements en musées d'objets. Tout le monde veut avoir son confort privé. Mais on ne réalise souvent pas que le confort collectif peut être beaucoup plus grand. En partageant, on peut se permettre davantage de choses. Je dis toujours: le voisinage, c'est comme un hôtel quatre étoiles! Mieux vaut avoir une Rolls Royce commune plutôt qu'une petite voiture chacun, non? Le bien commun peut être un luxe partagé.

MARIO TOGNI

¹ www.redemarrer.ch

«Le voisinage est le premier module d'une société basée sur les biens communs, gérés démocratiquement.»
KRAFTWERK1/DHN/JPDS





Inauguration de la place du Nord, à Lausanne, aménagée en zone piétonne en 2015. JEAN-BERNARD SIEBER

Quand les habitants reprennent la main

DÉMOCRATIE LOCALE Les démarches participatives fleurissent en Suisse romande. Au Vallon, à Lausanne, habitants et usagers suivent de très près le développement de leur quartier. *Article original paru le 27 décembre 2014.*

MARIO TOGNI

Cela va sans dire, Pascal Paté n'est pas un inconnu au Vallon. Alors qu'il nous guide à travers les ruelles de ce quartier de Lausanne, les bonjours fusent. «Salut le Belge!» lance un usager de la Terrasse, lieu d'accueil de personnes toxicodépendantes récemment inauguré. «J'ai passé du temps sur ce chantier participatif réalisé par ses futurs bénéficiaires. Forcément, cela crée des liens», raconte l'architecte, membre de l'Association de quartier du Vallon.

Ici, l'implication des habitants n'est pas un vain mot. La culture populaire de cet ancien secteur industriel et les luttes urbaines passées – contre le projet de pénétrante routière dans les années 1980 ou pour la sauvegarde des anciens magasins de la Ville – ont

contribué à forger cet «esprit de quartier». Pascal Paté, lui, n'habite plus au Vallon, mais «son cœur y est en partie resté».

Éviter d'être récupéré

Son engagement aussi, puisqu'il œuvre avec le comité de l'association au suivi de la démarche participative lancée en 2010 par la Ville de Lausanne. À l'époque, les autorités ont entamé un large processus de concertation en vue de revaloriser le site de l'ancienne Usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM), fermée en 2006.

L'intégration des habitants et des usagers du Vallon dans la réflexion a commencé très en amont, avec la mise sur pied d'ateliers participatifs pour faire ●●●

En août 2015, la Ville a fermé au trafic une partie de la place du Nord et créé une zone piétonne. Autre projet finalisé au mois de mai 2015, la restauration d'un bas-relief des anciens magasins grâce à des bénévoles et avec le concours d'experts du patrimoine.

Le nouveau quartier de logements prévu au nord du Vallon sur le site de l'ancienne usine d'ordures ménagères est toujours en phase de conception. Confrontée à un problème de financement, la Ville a relancé fin 2015 des ateliers participatifs, avec des experts et l'association de quartier. Ce processus devait se terminer au printemps 2016. À l'origine d'importants surcoûts, les dépôts culturels en sous-sol ont été abandonnés. C'est que le site cumule les contraintes. Les terrains doivent notamment être dépollués et la topographie est sinueuse.

En parallèle, le programme a été rééquilibré en faveur des logements, dont le nombre devrait passer de 150 à environ 200. La gestion de la biodiversité et le lien avec la forêt ont aussi été améliorés. Le dépôt d'un Plan partiel d'affectation (PPA) est attendu courant 2016. MTI

Préserver le caractère populaire du quartier est un des objectifs de la démarche participative initiée au Vallon. JBS

●●● un diagnostic des besoins, explique Yves Bonard, du service d'urbanisme, qui a pris ce chantier en cours de route: «La Ville a dit aux habitants: 'rêvez votre quartier idéal!'»

À l'issue de plusieurs rencontres – entre habitants, artisans, commerçants, représentants des institutions sociales (Armée du salut, la Marmotte, le Passage) et culturelles (Théâtre 2.21, Pulloff) –, une liste de quarante-cinq objectifs a été adoptée par consensus. Sur le futur quartier, mais aussi sur l'amélioration du tissu existant, en termes de mobilité, de mixité ou de préservation du patrimoine.

«Il y a de plus en plus de résistance face aux grands projets urbains»

Le lancement d'un mandat d'études parallèles auprès de quatre bureaux d'architectes a suivi en 2012 pour donner corps au projet. La synthèse de ces travaux prévoit la création d'environ 150 logements, de dépôts culturels, le relogement de la résidence de l'Armée du salut, ou encore une liaison mécanique en direction du CHUV. Le programme mise sur l'habitat bon marché et les coopératives afin de ne pas perdre le caractère populaire du Vallon.

Pour préserver l'âme de la participation citoyenne, un groupe de suivi a été constitué, qui se réunit toutes les six semaines. En 2014, l'association de quartier a aussi été créée pour rappeler les autorités à leurs engagements. «C'est un garde-fou. Nous voulons éviter que la démarche participative ne soit récupérée, faussée», souligne Pascal Paté.

L'expertise des habitants

La lenteur du processus est son principal défaut. Mais des objectifs sont néanmoins réalisés (lire ci-contre). Concilier les attentes de la population, la qualité des constructions et les barrières financières n'est pas chose aisée. Mais pas de quoi décourager Pascal Paté: «Les limites, on est là pour les repousser!» En revanche, la participation représente un investissement personnel parfois difficile à assumer. «C'est un boulot presque semi-professionnel», insiste l'architecte.

Du côté de la Ville aussi, l'effort n'est pas anodin. Mais le jeu en vaut la chandelle, estime Olivier Français, municipal chargé des Travaux entre 2000 et 2016: «Sans l'avis de la population, on ne fait rien. C'est un long et lourd engagement pour tout le monde, il ne faut pas s'épuiser. Mais cela permet aussi d'éviter des conflits par la suite.»

La concertation, un passage obligé dans l'urbanisme du XXI^e siècle? Yves Bonard en est convaincu. «Il y a de plus en plus de résistance face aux grands projets urbains. Ces énergies, il faut les intégrer. Les habitants et les usagers ont une expertise sur leur lieu de vie, à nous de la reconnaître et de la mettre en avant.» I



«On ne peut plus se passer de la participation»

INTERVIEW Professeur à l'Institut de géographie et durabilité de l'université de Lausanne, Antonio Da Cunha travaille notamment sur les politiques urbaines. Encensées ou critiquées, les démarches participatives sont pour lui un processus d'apprentissage collectif.

Quand les démarches participatives sont-elles apparues dans les villes?

Dès la fin des années 1960, mais elles se sont intensifiées et renouvelées depuis un peu plus d'une vingtaine d'années. En Suisse, depuis les années 1970, la loi impose au minimum que la population soit informée. Ces dynamiques se sont renforcées avec les engagements en faveur du développement durable et l'émergence des «agendas 21» dans les années 1990.

Participation, de quoi parle-t-on?

Il s'agit de comprendre les attentes des gens par rapport à la manière dont nous organisons nos espaces de vie. Les habitants doivent être informés, puis consultés et associés à la réflexion mais aussi à la décision

sur les changements urbains. Après une phase de concertation, les mécanismes habituels de démocratie représentative reprennent généralement le pas. Ce n'est pas toujours simple. Pour chaque projet, on se demande encore quels sont l'échelle et le bon moment pour lancer une démarche participative.

Au final, cela fonctionne-t-il?

Pour certains, la participation est la promesse d'une démocratie locale, d'un réel partage du pouvoir. Pour d'autres, elle est un outil d'instrumentalisation par les acteurs dominants (politiques, promoteurs, etc.). Ces visions, enchantée ou très critique, dialoguent peu. Ma conviction est que la participation dégage toujours des savoirs utiles. C'est un processus d'apprentissage collectif, dont on ne peut plus se passer. Les points de vue de l'expert ou du politique ne suffisent pas à produire de la qualité urbanistique.

Il y a aussi des échecs...

L'exercice ne servirait à rien s'il ne permettait qu'à rassembler les

convaincus. Mais la participation a ses propres limites. La volonté même de discuter autour d'un projet n'existe pas toujours. Par principe, des groupes d'habitants refusent parfois tout changement près de chez eux. Il y a des conflits de valeurs ou d'intérêts qu'il est difficile de dénouer. L'instrumentalisation n'est pas toujours là où on le pense... On ne peut alors pas éviter les oppositions. Et les élus doivent assumer le débat public au-delà des intérêts sectoriels et/ou privés.

Comment réussir un processus participatif?

Il n'y pas de recette miracle. Les décisions relatives à l'urbanisme participatif dépassent la seule raison technique. Elles sont politiques. Qui est légitime pour participer? Où démarre et où s'arrête la participation? Qui prend les décisions au final? Comment concrétiser les idées issues du processus? Les règles du jeu doivent être claires dès le départ, or il arrive que ces questions restent dans l'ambiguïté. Le pire serait de faire des promesses intenable. MTI



Antonio Da Cunha, urbaniste et professeur à l'université de Lausanne. PHOTO: DR

Les «contrats de quartier» progressent

Forme singulière de participation urbaine, les contrats de quartier sont apparus à Bruxelles dans les années 1990 et se développent depuis une décennie en Suisse romande, principalement dans les cantons de Genève et de Vaud. Leur but est d'impliquer les habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie.

Avant la Ville de Genève, qui a lancé deux projets pilotes en 2009, c'est Vernier qui a fait office de pionnier au bout du lac. En 2005, la commune initiait le contrat de quartier d'Aire-Le-Lignon, bientôt suivi par ceux des Avanchets, de Châtelaine-Balexert, de Vernier-Village et plus récemment des Libellules.

«L'idée était d'offrir à toute personne ayant des projets d'utilité collective la possibilité d'être soutenue», explique Marko Bandler, responsable du service de la cohésion sociale à Vernier. Chaque contrat dispose d'un budget annuel de 60 000 francs. Les habitants présentent leur projet à un groupe de travail, qui mène un

premier examen, ensuite soumis à un comité de pilotage composé d'élus, d'habitants, de commerçants et de représentants d'associations. Les concrétisations sont diverses: fêtes de quartier, patinoire du Lignon, bancs publics, permanence informatique pour les seniors, etc.

À Lausanne, les autorités ont mené une première expérience pilote dans le quartier de Montelly, de 2010 à 2012. Conférences de quartier et groupes de travail ont abouti à une feuille de route, dont certaines propositions ont été réalisées: une liaison sécurisée vers l'école, une plantation au chemin de Florency, ou encore un point de vente de paniers de légumes bio.

Si le bilan est positif, le modèle a montré quelques limites, corrigées depuis grâce à l'association Montelly Vit! Un second contrat de quartier a démarré à Lausanne en 2013, à Boveresses. Ces expériences continuent de faire des émules: en 2014, Renens s'est aussi lancée dans l'aventure. MTI



Fait ici, pour ici.

Electricité Vitale Vert,
100% écologique et 100% locale.

www.sig-vitale.ch



Ce label suisse garantit la provenance de l'énergie et sa production selon les critères écologiques les plus exigeants d'Europe.

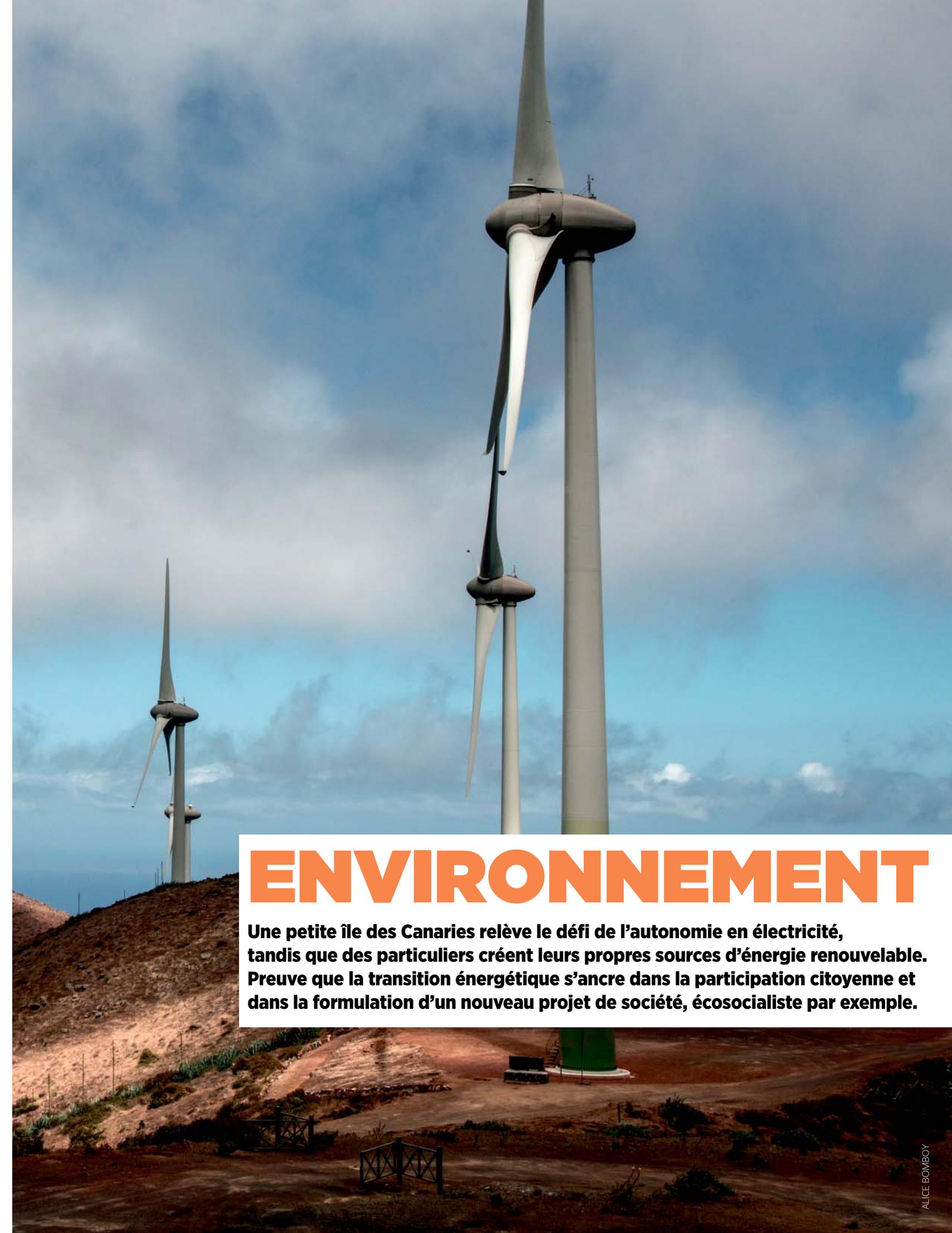


agence de communication

Et si vous mettiez un peu d'éthique dans votre communication ?

communication | marketing | publicité | design
internet | event | relations publiques

place bel-air 2 | 1003 lausanne | t. +41 21 311 33 77 | info@konsept.ch | www.konsept.ch



ENVIRONNEMENT

Une petite île des Canaries relève le défi de l'autonomie en électricité, tandis que des particuliers créent leurs propres sources d'énergie renouvelable. Preuve que la transition énergétique s'ancre dans la participation citoyenne et dans la formulation d'un nouveau projet de société, écosocialiste par exemple.



El Hierro fait partie de l'archipel des **Canaries**. ALICE BOMBOY

El Hierro, une île dans le vent

AUTONOMIE Grâce à sa centrale hydro-éolienne, cette petite île des Canaries s'attache à relever le défi de l'autosuffisance. Un modèle dont pourraient s'inspirer d'autres îles et d'autres territoires.

Article original paru le 17 juillet 2014.

ALICE BOMBOY

El Hierro, la plus petite île des Canaries, perdue dans l'Atlantique au large du Sahara occidental, n'était pas destinée à faire parler d'elle. Les Européens ont même imaginé qu'elle était le bout du monde jusqu'à ce que les explorateurs découvrent les Amériques au XV^e siècle. Mais depuis 2014, le regard porté sur ce confetti volcanique de 278 km² a changé: en inaugurant une innovante centrale hydro-éolienne, El Hierro est en train de devenir la première île au monde totalement autonome en eau douce et en électricité grâce aux énergies renouvelables.

«Tout le monde aux Canaries pensait que c'était une idée complètement folle», se souvient Tomás Padrón, président du Cabildo d'El Hierro pendant

vingt-huit ans et promoteur précoce du projet. «Les politiques voyaient surtout le court terme et il n'était pas question pour eux de parier sur le développement durable. Le chemin a été difficile. Personne ne croyait en ce projet, si ce n'est quelques utopistes. Pendant trente ans, il a été malmené, questionné, mais, aujourd'hui, il devient réalité.»

Nichées entre deux collines près de Valverde, la ville principale d'El Hierro, cinq éoliennes déploient désormais leurs pales dans le ciel. Progressivement mise en marche, l'installation fournit 11,5 mégawatts (MW): assez pour approvisionner en électricité les 10 000 habitants de l'île, dont 8 000 permanents, mais aussi pour faire tourner ses sites de désalinisation

d'eau de mer. Deux conduites d'eau parallèles serpentent sur les flancs de la montagne adjacente.

Boucle énergétique

Elles sont les veines de la fameuse «station de transfert d'énergie par pompage». Son principe? Lorsque la production éolienne dépassera la demande, le surplus d'énergie servira à pomper et à monter de l'eau via l'une des conduites jusqu'à environ 700 mètres d'altitude. Là, le cratère d'un volcan depuis longtemps éteint a été aménagé en réservoir. Lorsque les vents souffleront moins fort et que la production d'énergie éolienne deviendra insuffisante, l'eau stockée dévalera la pente dans la deuxième conduite. En bas, elle actionnera les turbines d'une centrale hydroélectrique et permettra la production de 11,3 MW (à titre de comparaison, la plus grande centrale alimentée par les eaux du barrage de la Grande-Dixence, en Valais, produit 1200 MW).



«Tout le monde aux Canaries pensait que c'était une idée complètement folle»

Cette «boucle énergétique» ingénieuse contraste avec la centrale à pétrole, dont les fumées viennent encore se mêler à l'air pur promis par sa petite sœur durable. Lorsque l'idée de s'en remettre aux énergies renouvelables a germé à El Hierro, Tomás Padrón officiait à la centrale à pétrole. Son fonctionnement lui a rapidement semblé une ineptie: chaque année, cette usine engouffre l'équivalent de 40000 barils de fioul lourd amenés sur l'île par bateaux, eux aussi très énergivores.

Des calculs ont été faits: avec la nouvelle centrale, l'émission de 18700 tonnes de CO₂ par an sera évitée. C'est l'équivalent de la quantité de CO₂ stockée dans une forêt grande comme 20000 terrains de football. Mais la centrale polluante ne disparaîtra pas. El Hierro n'est raccordée à aucun réseau électrique continental et, de la même manière qu'un hôpital ne peut se passer de groupes électrogènes de secours, cette centrale pourra être remise en marche en cas de panne majeure à la centrale hydro-éolienne... ou d'arrêts brutaux des vents.

Environnement hostile

Cette trajectoire durable, El Hierro ne la doit pas au hasard: son environnement hostile l'y a plus ou moins poussée. Ses côtes déchirées, qui plongent verticalement de 1500 mètres d'altitude jusqu'à l'océan, sont battues par les alizés à longueur d'année. Aucune rivière ni ruisseau ne court sur ses pentes. Certains mois, un brouillard épais et tenace s'accroche presque toute la journée aux sommets de la chaîne monta-

gneuse qui traverse l'île d'est en ouest, la recouvrant d'une lourde chape blanche.

«Tout au long de l'histoire d'El Hierro, les îliens ont dû imaginer des solutions pour vivre ici, être capables d'y élever des bêtes, d'y pratiquer l'agriculture. Et ce sans eau! Encore récemment, le seul moyen d'avoir de l'eau était de collecter la pluie qui tombait sur le toit des maisons. Ce n'est que dans les années 1970 qu'un premier puits a été creusé sous la montagne pour atteindre une source. Mais les conditions restaient si difficiles que chaque famille de l'île a eu des membres qui ont émigré à un moment ou à un autre ailleurs, à Cuba, en Argentine, au Venezuela», raconte Javier Morales, ancien conseiller à l'environnement du Cabildo d'El Hierro et ex-député au parlement des Canaries. ●●●

¹ Chacune des îles de l'archipel des Canaries, qui fait partie d'une des dix-sept communautés autonomes espagnoles, est gouvernée par un Cabildo, administration locale insulaire élue au suffrage universel direct par les citoyens.

Le cratère d'un volcan, depuis longtemps éteint, a été aménagé en **réservoir**. Photo du bas: À La Maceta, les baigneurs admirent les couchers de soleil depuis des piscines naturelles. ABY



Les **côtes déchirées** de l'île sont battues par les alizés à longueur d'année. ABY



L'art d'attraper le brouillard

S'inspirant d'un laurier endémique des Canaries, des scientifiques ont développé des attrape-brouillard d'un nouveau genre: des filets capables de capter les gouttelettes d'eau du brouillard et de les collecter dans un système de canalisations. Selon leurs estimations, le volume d'eau disponible sur El Hierro serait en théorie de 34,4 à 49 millions de m³ par an! De quoi fournir un appoint d'eau qui descendrait directement de la montagne pour irriguer des cultures. ABY

●● Dans les années 1970-1980, El Hierro décide de ne pas suivre les autres îles canariennes sur la voie du tourisme de masse. Aucun immeuble ici pour défigurer les côtes. «Les gens sont fiers de leur île, ils ne veulent pas la détruire avec un développement inadapté. Nous avons choisi de rester sur une pêche, de l'élevage et une agriculture durables. Le tourisme existe, mais il est équilibré, et surtout aux mains des *herreños*, les habitants de l'île», analyse Javier Morales.

Au milieu des années 1990, le sort de l'île est de nouveau malmené: l'armée prévoit d'installer sur ses côtes un site de lancement de fusées! Après d'après discussions, l'idée est rejetée. Il faut pourtant trouver comment développer l'économie de l'île, où le chômage persistant pousse toujours plus d'habitants à émigrer. En 1997 est lancé un audacieux plan de développement durable, promettant de respecter les traditions locales et les ressources naturelles tout en créant des emplois.

Problèmes logistiques

La centrale hydro-éolienne a connu un parcours plus épique. Certes ce projet, auquel ont participé des ingénieurs et des ouvriers d'El Hierro, a permis de créer une petite centaine d'emplois locaux lors de la construction. Mais les problèmes logistiques se sont accumulés. «Nous sommes sur une île volcanique. Les terrains ne sont pas habituels et il a fallu improviser. El Hierro est aussi une petite île: nous possédions ici des machines et des camions, mais pas assez pour construire une centrale hydro-éolienne! Il a fallu tout acheminer en passant par les îles principales des Ca-

naries, c'était très compliqué», explique Juan Manuel Quintero, conseiller délégué de Gorona del Viento, la société chargée du développement de la centrale.

«Ici, au moins, on essaie»

Cette société mixte a fait les comptes: les coûts initiaux, estimés en 2004 à 24 millions d'euros pour construire la centrale, ont grimpé à 65 millions, puis à 83 millions d'euros à la fin des travaux! Trente-cinq millions ont été apportés par l'État fédéral espagnol. Gorona del Viento, dont le capital est partagé entre le Cabildo (60%), le fournisseur national d'électricité Endesa (30%) et l'Institut technologique des Canaries (10%), a investi le reste. Les travaux, terminés en février 2013, n'ont pas permis de crier immédiatement victoire. «Ce n'est que sept mois plus tard, en septembre, qu'un bulletin officiel a été publié dans lequel était fixée la façon dont serait rétribuée Gorona del Viento pour produire désormais l'énergie d'El Hierro», poursuit Juan Manuel Quintero.

Sur El Hierro, ces lenteurs logistiques et administratives ont parfois eu raison de l'enthousiasme candidate qui régnait au lancement du projet. «La centrale a été inaugurée, c'est bien, mais son objectif n'est pas encore rempli. On attend surtout de voir si ces éoliennes vont enfin réellement subvenir à 100% de nos besoins», rappelle Uwe Urbach, un viticulteur alle-

mand qui possède des vignes biologiques sur les pentes de La Frontera, une commune située au nord-ouest de l'île. D'autres jugent le pari impossible, estimant que la production du parc éolien ne sera pas suffisante².

Le «père» de la centrale, Tomás Padrón lui-même, avoue aussi craindre que l'actuel Cabildo réponde à l'appel du développement touristique de masse. «Bien sûr que nous avons besoin du tourisme, mais qu'il reste responsable. El Hierro et son projet d'énergies renouvelables ne résisteraient pas à un accroissement trop important de la population, même temporaire», lâche-t-il.

D'autres projets en cours

Reste que malgré les embûches et la crise qui a plombé l'économie de l'île et raflé les emplois, les *herreños* parlent du parcours particulier de leur île avec une certaine fierté. Et rappellent que la centrale hydro-éolienne n'est pas leur seule idée verte. Un partenariat avec le groupe Renault-Nissan étudie la possibilité d'équiper les habitants de l'île de véhicules électriques. Près de La Maceta, où les baigneurs admirent les couchers de soleil sur l'océan depuis des piscines naturelles, des terrains ont été rachetés par le Cabildo pour permettre aux jeunes agriculteurs de passer au biologique. Objectif: 100% de cultures écologiques sur l'île d'ici à quelques années. Et peu importe que le budget



malmené d'El Hierro n'ait pas encore permis de remplacer les bâches abritant les serres et arrachées lors de récentes tempêtes. «Je ne sais pas si c'est possible de convertir toute l'île au biologique», avoue Mariela Pérez Barrera, ingénieure agronome. «Mais ici, au moins, on essaie.» I

² Le 31 janvier 2016, les autorités politiques de l'île se sont félicitées d'avoir atteint l'autonomie énergétique pendant près d'une journée. De 5h30 à la nuit, le parc éolien et la station de pompage ont assuré à eux seuls 100% de l'électricité insulaire.

El Hierro espère convertir toute la production agricole au **biologique** d'ici à quelques années. ABY

«Une référence pour d'autres territoires»



Gunter Pauli, créateur de la fondation Zeri, est l'inventeur de l'économie bleue, qui combine des principes de l'écologie industrielle avec la biomimétrie.

PHOTO: DR

INTERVIEW Le Belge Gunter Pauli est le créateur de la fondation et institut de recherche Zeri (Zero Emissions Research and Initiatives) qui soutient dans le monde des projets «zéro pollution». Inventeur de l'économie bleue, il a conseillé l'île d'El Hierro.

Pourquoi votre fondation s'est-elle intéressée à El Hierro?

Lorsque les représentants de l'île m'ont contacté en 1997, leur vision était audacieuse: ils voulaient que leur île soit indépendante en énergie, mais aussi en eau. À l'époque, on ne parlait jamais de cette double autosuffisance! Ils avaient sur place tout ce qui pouvait concourir à une économie bleue, ce concept que je défends et qui prône de passer de la rareté à l'abondance «avec ce que nous avons»: ici c'est le vent, les montagnes, un cratère de volcan... Il restait à faire prendre forme au projet, et c'est en ça que je les ai accompagnés.

Comment une petite île comme El Hierro a-t-elle pu relever ce défi?

Ils ont tout simplement osé! Lorsqu'il a été annoncé, au début des travaux, que ceux-ci allaient coûter 65 millions d'euros, les gens auraient dû hurler!

C'était beaucoup pour 10 000 habitants. Mais nous avons fait le calcul: ils dépensaient 8 millions d'euros en fioul par an pour leur centrale, et en acceptant un rendement de 8% à 10% sur l'investissement, alors ils avaient en main un budget de 80 millions d'euros. La banque a suivi. Endesa a accepté de passer de 100% de capital dans Gorona del Viento à seulement 30%. C'est une transformation dans les relations entre le «grand» – une entreprise nationale – et le «petit» – le Cabildo – qui bouleverse les perspectives de l'énergie renouvelable en Europe.

Comment s'inspirer de l'expérience?

Ce qui est intéressant, c'est de retenir qu'ils se sont dit «c'est à nous de le faire». Plutôt que d'aller chercher l'investisseur à l'étranger, ils ont relancé leur économie avec leur propre pouvoir d'achat. El Hierro est en ça une référence pour d'autres territoires. Des entrepreneurs de l'étranger viennent analyser ce qui se passe ici, d'autres îles s'y intéressent. Mais pas seulement. Ce qu'on a trouvé, c'est une échelle abordable à financer et qui peut ensuite être reproduite une fois, cent fois, mille fois! À cette échelle, on produit de l'énergie avec ce qui est disponible sur place et en faveur du développement économique local. ABY

La **transition** commence à la **maison**

ÉNERGIES RENOUVELABLES En France et en Suisse, des particuliers s'organisent, seuls ou collectivement, pour créer leurs propres sources d'énergie renouvelable. Un modèle de transition énergétique qui s'ancre dans la solidarité citoyenne locale. *Article original paru le 29 avril 2014.*

FRÉDÉRIC PONT

L'expression «transition énergétique» traduit mal l'énormité du défi qui attend l'Europe et le monde dans les prochaines décennies: il s'agit de remplacer les carburants fossiles et le nucléaire par des sources renouvelables, sans mettre l'économie et la société à genoux. Contrairement aux transitions énergétiques précédentes, qui impliquaient la construction d'équipements immenses comme les barrages ou les centrales nucléaires, celle qui se prépare aujourd'hui requiert la participation d'individus et de petits groupes de citoyens. Certains se mobilisent pour accélérer le mouvement.

C'est ce qui frappe dans les réalisations récentes d'associations comme Énergie partagée en France ou Sebasol en Suisse. Elles défendent un nouveau modèle énergétique à la mesure des individus: il ne s'agit plus de se connecter au réseau et de payer la facture à la fin du mois. Le toit de la maison fournit l'eau chaude et l'éolienne du groupement local fournit l'électricité. Les citoyens deviennent responsables de la production d'énergie, sans atteindre l'autarcie pour autant.

Énergie partagée promeut par exemple la réalisation d'installations productrices d'énergie renouvelable via le financement des citoyens plutôt que par l'État ou des entreprises privées – sans se passer de prêts bancaires, en revanche. «Nous accompagnons des groupes de citoyens qui souhaitent réaliser ensemble un projet d'énergie renouvelable», explique son coordinateur, Marc Mossalgue. Les participants s'engagent avec des sommes initiales de l'ordre de 2000 euros par personne. «Si nécessaire, des fonds supplémentaires peuvent être apportés par le fonds d'investissement mis en place par notre association.»

Du chauffage solaire à monter soi-même

Depuis sa création en 2010, elle a donné vie à trente projets, dont une dizaine en cours de financement. Il s'agit d'éoliennes, de panneaux solaires et de chauffage au bois. «À ce jour, la plus grande réalisation citoyenne est un ensemble de quatre éoliennes à Béganne, en Bretagne. Ce projet a rassemblé environ mille participants locaux, pour un budget total de 12 millions d'euros», raconte M. Mossalgue. Le



projet, pourtant modeste comparé à ceux des grandes industries, est déjà appréciable, comme en témoignent les éoliennes mesurant... plus de 125 mètres chacune!

L'approche diffère du côté de l'association Sebasol, basée à Lausanne et animée, entre autres, par l'ingénieur Pascal Cretton. L'idée est d'assister des personnes qui souhaitent installer chez eux un système de chauffage solaire thermique ou au bois. L'objectif de Sebasol est de fournir à la population le savoir-faire lui permettant de sortir l'énergie renouvelable du circuit du crédit et du travail salarié, en capitalisant sur son temps libre et la capacité des individus à se former et à faire les choses par eux-mêmes. L'association a déjà supervisé la construction de plus de mille installations depuis quinze ans, principalement des systèmes de chauffage solaire thermique montés sur le toit des maisons.

Contrairement à Énergie partagée qui s'appuie en partie sur les

Installation de **panneaux solaires thermiques** réalisée par un autoconstructeur aux Breuleux, dans le Jura. SEBASOL

banques, Sebasol entend échapper au système financier en se reposant fortement sur le volontariat. Les projets prennent donc du temps et demandent un engagement important des participants. L'association suisse travaille avec du matériel de récupération, pour produire des installations moins chères et plus robustes que les systèmes issus du commerce, mais toujours basées sur de solides connaissances scientifiques.

Pascal Cretton est convaincu que, dans le futur, une part prépondérante de la production d'énergie devra s'écarter du monde de l'économie de marché et du travail salarié. Les systèmes montés avec l'aide de Sebasol ne représentent que 10% des prix du marché, estime-t-il. Contrairement aux panneaux solaires photovoltaïques, les systèmes solaires thermiques sont assez simples pour être entretenus et réparés par les propriétaires eux-mêmes.

Un nouveau modèle énergétique à la mesure des individus

«Si vous regardez la télé deux heures par jour, comme la moyenne des gens, vous avez le temps d'installer et d'entretenir votre système d'énergie renouvelable», lance-t-il.

Savoir-faire sans salaire

L'ingénieur imagine qu'à l'avenir il faudrait sortir du modèle salarié, non seulement dans le domaine de l'énergie, mais aussi pour l'alimentation, la santé et d'autres secteurs. «Il ne s'agit pas de renoncer en totalité au travail salarié, mais de développer la partie qui y échappe.» Que ce soit à l'intérieur du système financier ou en dehors, il existe un obstacle: le cadre légal. En France, le règlement complexe qui régit les

emprunts et les investissements constitue un des principaux problèmes. En Suisse, les lois actuelles ne permettent pas aux locataires d'installer des sources d'énergie renouvelable de leur propre initiative, même si cela augmenterait la valeur des bâtiments.

Les deux approches d'énergie partagée et de Sebasol sont différentes dans leur philosophie et leurs méthodes. La première utilise le système financier pour permettre à de petits groupes de citoyens de réaliser des projets locaux, la seconde cherche à contourner les structures en place pour préparer un avenir moins basé sur le marché et la finance. Leur succès respectif reste couplé soit à la santé du système financier, soit à la force du volontariat. Deux 'énergies' notoirement difficiles à contrôler...

Pour quels résultats? En Allemagne, 50% de l'énergie renouvelable provient d'installations détenues par les citoyens. En France, le chiffre n'est que de quelques pourcent. Le potentiel est donc grand pour les installations solaires sur le toit des habitations, pour les éoliennes locales, et les chauffages au bois collectifs. En Suisse, des efforts ont été consentis aux niveaux fédéral et cantonal afin de favoriser les initiatives privées, par exemple à travers des subventions pour la rénovation des bâtiments. Il est également possible de vendre l'électricité solaire produite en la reversant au réseau électrique. Mais certains de ces efforts ont été victimes de leur succès et la plupart des mécanismes de financement ont été épuisés.

Au final, la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique total, hors énergie hydraulique, reste de l'ordre de 1 à 2%, que ce soit en Suisse, en France ou en Allemagne. La croissance de la part de l'hydraulique est quant à elle limitée, car la plupart des sites sont déjà exploités. La nécessité de développer d'autres sources renouvelables est pourtant grande si l'on entend remplacer une part significative des carburants fossiles et du nucléaire. COLL: DEREK CHRISTIE

De quoi parle-t-on?



Chauffage solaire thermique:

Des panneaux font circuler un liquide de chauffage sur une surface exposée au soleil. Il ne s'agit pas de cellules photovoltaïques, mais simplement de «radiateurs à l'envers». Au lieu d'amener le liquide chaud pour réchauffer une maison, les panneaux amènent le liquide froid pour le chauffer au soleil. Le liquide est ensuite utilisé pour chauffer la maison et l'eau courante comme dans un système classique.



Panneaux photovoltaïques:

Il s'agit de panneaux solaires classiques, dans lesquels la silicium convertit directement la lumière solaire en électricité.



Chauffage au bois: Les chauffages au bois collectifs ne sont pas des poêles classiques, où le feu chauffe directement les alentours du poêle, mais s'apparentent aux autres systèmes de chauffage central. De l'eau circule dans le poêle au-dessus du feu, l'eau chaude produite est ensuite distribuée dans le système de chauffage ou le circuit d'eau chaude. Un réservoir de granulés de bois permet une alimentation continue du chauffage. FPT

Cadre fédéral en évolution

La «Stratégie énergétique 2050» de la Confédération prévoit de sortir du nucléaire et de diminuer drastiquement l'utilisation des carburants fossiles d'ici au milieu du siècle, avec trois axes d'action: les économies d'énergie, le développement des sources renouvelables et le développement de nouvelles technologies. Elle prévoit par exemple, d'ici à 2050, la multiplication par plus de 100 de l'énergie solaire et éolienne, pour contribuer à hauteur de près de 1750 mégawatts à la production d'électricité, contre 15 mégawatts actuellement. Cela correspondrait à environ mille grandes éoliennes et à la couverture en panneaux solaires de trois millions de toits. FPT



Désinvestir pour le climat

FONDS DE PLACEMENT La campagne internationale Fossil-free invite les collectivités à rompre leurs liens financiers avec l'industrie fossile. Objectif: éviter d'extraire du sous-sol davantage de combustibles néfastes pour l'environnement en privilégiant les offres de placements durables.

Article original paru le 3 décembre 2015.

Mine de charbon dans le désert de Gobi, en Mongolie. KEYSTONE

DOMINIQUE HARTMANN

« **C**O₂ free ». Les entreprises sont nombreuses à se déclarer neutres d'un point de vue environnemental, ce label à l'appui. De fait, elles en sont parfois bien loin: car les émissions de CO₂ dues à leurs activités ne disent pas tout. Credit Suisse figure ainsi dans le peloton de tête d'une centaine de banques mondiales engagées dans l'industrie du charbon, tout en se disant fièrement « neutre » pour le climat. Le volume de ses affaires portant sur les centrales et mines de charbon a pourtant quasiment doublé entre 2005 et 2010. La campagne internationale Fossil-free dénonce ces aberrations et invite les institutions publiques à cesser d'investir dans l'industrie des combustibles

fossiles. En Suisse, où les caisses de pension placeraient quelque 11 milliards de francs dans le fossile, le mouvement est récent et encore timide.

Alors que la COP21 ne s'est intéressée qu'à l'étape de l'utilisation des combustibles fossiles, la campagne Fossil-free cible leur extraction. «Voilà vingt-trois ans que les négociations sur le climat occultent la dimension de la production, pourtant subventionnée à milliards par les gouvernements: il était grand temps de traiter de la question», lance Jacques Mirenowicz, fondateur de *La Revue durable* et relais suisse de la campagne.

Pour limiter le réchauffement global à 2 degrés, 80% des réserves connues de pétrole, charbon et gaz devraient rester dans le sous-sol

plutôt que d'en être extraites, rappelle Fossil-free, qui veut inciter les universités, les municipalités, les établissements médicaux et les fonds de pension, mais aussi les particuliers, à rompre leurs liens financiers avec l'industrie fossile. En Suisse, le mouvement concentre ses efforts sur UBS, Credit Suisse et Swiss RE ainsi que sur les trois principales caisses de pension, l'AVS, la SUVA et Publica – leurs actions représentent 6,4 tonnes de CO₂ par assuré.

Pas de raccourcis

Modifier ses stratégies de placement n'est pas toujours aisé. Yvan Maillard Ardeni, spécialiste en économie éthique, conseille des entreprises depuis quinze ans. Membre de Pain pour le prochain

et donc de l'Alliance climatique qui soutient la campagne, il liste les obstacles possibles en s'inspirant de ceux rencontrés depuis le virage pris vers une politique d'investissement socialement responsable: «Il y a d'abord l'ignorance des investisseurs, qui ne connaissent souvent pas le détail de leurs placements.» Une certaine inertie ralentit ensuite le processus, puisqu'un changement réclame investigations et éclaircissements. Enfin et peut-être surtout, il rappelle l'aversion au risque des investisseurs, et la crainte qu'éprouvent nombre d'entre eux à l'idée de prendre de la distance vis-à-vis de l'expertise bancaire.

Yvan Maillard Ardeni ne redoute pas un jeu de chaises musicales, de nouveaux investisseurs prenant le relais de ceux qui renonceraient au fossile: «Ceux qui ont de l'argent à investir le font déjà. Ils n'en auront pas davantage à placer simplement parce que des actions se libèrent.» D'autant que le prix de celles-ci, non désirées, va baisser. «En conséquence, les entreprises du secteur des énergies fossiles auront plus de mal à trouver de nouveaux fonds pour augmenter leur capital.» La démarche pourrait cependant se traduire par un léger report sur le nucléaire.

4% du total des fonds

Pour aller vers une économie décarbonisée, les projets alternatifs ne risquent-ils pas également de manquer? Selon M. Ardeni, l'offre de fonds durables est suffisante: «En vingt ans, ils sont passés de 0 à 71 milliards et représentent aujourd'hui quelque 4% du total des fonds.» Responsable pour la Suisse romande de la caisse de pension NEST, Caroline Schum confirme. Elle rappelle néanmoins que le seul critère du moins de carbone ne suffit pas: «Monothématique, la formulation Fossil-free frappe les esprits. Elle ne doit néanmoins pas créer d'autres raccourcis, sur le renouvelable par exemple: aujourd'hui, nombre de panneaux solaires sont fabriqués en Chine dans des conditions de production pas toujours satisfaisantes.»



La bonne gouvernance d'une entreprise, l'impact de son activité sur la diversité des sols ou sur l'environnement, les droits des travailleurs sont aussi des critères pris en compte par NEST. «Soumise à nos analyses, une entreprise produisant de l'électricité à base d'énergie fossile et comparée à une autre fondée sur le renouvelable ne passe jamais la rampe.» De taille moyenne, la caisse de pension gère aujourd'hui quelque 2 milliards de francs et assure 3000 entreprises en Suisse.

Pétrole, gaz et charbon pèsent plus de 5000 milliards de dollars

Paru en septembre 2015, un rapport de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) souligne l'opacité régnant sur les investissements en Suisse. Examinant 80% du marché suisse des fonds en actions (pour des investissements se montant à 280 milliards de francs

suisses), l'OFEV montre que les investisseurs suisses ne tiennent guère compte des risques liés à une augmentation des coûts du CO₂ qu'ils connaissent mal. Et pour cause: les émissions liées aux investissements ne sont pas systématiquement répertoriées. Les investissements fossiles sont donc surévalués, et ce risque carbone menace la place financière suisse.

Si la campagne pour le désinvestissement connaît une vraie dynamique, les sommes retirées de l'énergie fossile ne sont pas toujours spectaculaires. Et comme le rappelle le journal *Le Monde*, les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon pèsent en Bourse plus de 5000 milliards de dollars à travers le monde et les grands fonds institutionnels n'ont pas encore suivi. Pourtant, «la lutte contre le réchauffement climatique ne doit pas se réduire à nos engagements personnels. Actionner le levier financier pour démultiplier leurs effets est un changement fondamental», estime Jacques Mirenowicz.

«La crise actuelle peut nous pousser à repenser nos investissements et, ce faisant, à mieux gérer les risques à venir», ajoute Caroline Schum. «Aujourd'hui, nombre de caisses de pension ont une gestion très conventionnelle de leurs affaires. Leur baisse de rendement vient peut-être aussi de là?»

Alors que la COP21 ne s'est intéressée qu'à l'étape de l'utilisation des combustibles fossiles, la campagne Fossil-free cible leur extraction. 350.ORG



L'université de Lausanne sur les rangs

L'impulsion du désinvestissement fossile est née sur les campus américains. En Suisse, c'est l'université de Lausanne (UNIL) qui sera sans doute la première à se joindre au mouvement. Il faut dire que le modèle économique des hautes écoles suisses est très différent de l'anglo-saxon, et la prise de conscience reste faible. Les fonds y sont essentiellement affectés sous forme de subventions étatiques non disponibles à l'investissement. «Nous ne pouvons désinvestir que nos fonds de tiers. Pour l'UNIL, c'est un peu moins de 200 millions de francs, soit l'équivalent d'un tiers de budget annuel environ», détaille Benoît Frund, vice-recteur et responsable durabilité à l'université de Lausanne.

Les collectivités publiques bougent à l'étranger

En **Allemagne**, la ville de Münster a désinvesti ses 22 millions d'euros de fonds de pension du secteur. 350.ORG

À l'étranger, une cinquantaine de municipalités ont déjà franchi le pas du désinvestissement fossile. Parmi elles, dix-neuf villes françaises dont Lille, Bordeaux, Dijon ou Rennes. Et plus de cinq cents institutions publiques représentant 3400 milliards de dollars d'actifs ont renoncé à certains investissements. Elles n'étaient que 181 en septembre 2014. En Allemagne, la ville de Münster a désinvesti ses 22 millions d'euros de fonds de pension du secteur. En juin, la Norvège décidait d'obliger son fonds souverain à se désengager des entreprises minières ou énergétiques pour lesquelles le charbon représente plus de 30% de l'activité ou du chiffre d'affaires. Ce fonds, qui gère l'épargne nationale, possède plus de 800 milliards d'euros d'actifs issus des revenus pétroliers de la Norvège. À noter que les élus norvégiens ont invoqué des motifs à la fois éthiques et financiers.

En Suisse, des réflexions sont en cours mais aucune municipalité

n'a encore rejoint le mouvement. Une motion a été déposée en 2014 au Conseil national par Beat Jans (PS, BL) demandant que les institutions de prévoyance professionnelle désinvestissent leurs fonds du fossile d'ici à cinq ans.

Le mouvement Fossil-free est aussi éthique et il s'adresse aux Églises et aux institutions de philanthropie. Parmi celles-ci, l'Église d'Angleterre va vendre pour 16,5 millions d'euros d'actifs placés dans le charbon et le pétrole. En Suisse, la fondation Charles Leopold Mayer vient d'annoncer son adhésion à la campagne. Elle analyse en ce moment son portefeuille pour comprendre comment procéder. La paroisse protestante genevoise de Chêne a, elle aussi, manifesté son intention de désinvestir les énergies fossiles. Ils reconnaissent être au début d'un processus pour lequel ils devront faire appel à des partenaires extérieurs. DHN

«**Nous n'avons pas** d'actions de Shell, mais nos portefeuilles comportent peut-être de l'argent investi dans le fossile. Tout cela va être exploré.» *L'alma mater* lausannoise prend le défi au sérieux. En toute logique avec le choix opéré par l'université en 2011, qui élevait au rang d'axe stratégique son impact sur la durabilité. La loi sur l'université lui en donne aussi les moyens, puisqu'elle l'institue responsable de ses finances. À noter que l'UNIL n'a que peu d'impact possible sur sa caisse de pension, qui est celle de l'État de Vaud, pour la plupart de ses employés.

«L'enjeu est surtout symbolique et augure un changement de pratiques, estime M. Frund. Mais, pour une université, la lutte contre le changement climatique comporte encore bien d'autres volets. L'achat de biens et de services, évidemment, mais aussi les recherches menées notamment en économie ou en finance, puisque l'essentiel des dirigeants des grandes entreprises suisses est passé par l'université et que l'enseignement est en droite ligne avec le système néolibéral actuel.» DHN



Genève, marche pour le climat du 28 novembre 2015. JPDS

Un **socialisme vert** pour sauver la planète

ÉCOSOCIALISME Les réseaux écosocialistes européens se sont rassemblés pour la première fois à Genève en 2014 afin de fédérer la lutte européenne pour l'environnement et la démocratie sociale. L'intellectuel Michael Löwy avait expliqué ce courant au «*Courrier*». *Article original paru le 18 janvier 2014.*

BENITO PEREZ

Encore peu connu du grand public, le projet écosocialiste connaît un succès grandissant chez les militants. Mêlant démocratie radicale, justice sociale et écologie, l'idée séduit à l'heure où se conjuguent crises de l'État social, faillite de l'économie financiarisée et péril environnemental. Le Parti de la gauche européenne, pourtant dominé par les ex-communistes, en a d'ailleurs fait sa doctrine officielle en 2013, reniant du même coup des décennies de productivisme.

En 2001, Michael Löwy a défini et popularisé ce concept dans le fameux Manifeste écosocialiste international¹. Sociologue et philosophe, directeur de recherche émérite au CNRS, enseignant à l'École des

hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS), le Franco-Brésilien est également l'un des maîtres à penser du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Pour *Le Courrier*, il nous familiarise avec cette alternative émergente.

L'écosocialisme part du constat que le capitalisme ne peut devenir respectueux de l'environnement. Pourquoi?

La rationalité du marché capitaliste, avec son calcul des pertes et des profits immédiats, est intrinsèquement contradictoire avec la rationalité écologique, qui prend en compte la temporalité longue des cycles naturels. La sauvegarde des équilibres écologiques ●●●



«Ce n'est pas avec 'le marché' et des **méthodes capitalistes** qu'on peut changer le système énergétique de la planète.»
JPDS

●●● de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – sont incompatibles avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. La poursuite de la «croissance» sous l'égide du capital nous conduit, à brève échéance – les prochaines décennies –, à une catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité: le réchauffement global.

«Le terme 'décroissance' est problématique»

Les «décideurs» de la planète – milliardaires, managers, banquiers, investisseurs, ministres, parlementaires et autres «experts» –, obsédés par les impératifs de croissance à tout prix, la lutte pour les parts de marché, la compétitivité, la rentabilité, semblent obéir au principe proclamé par Louis XIV: «Après moi le déluge». Le déluge du XXI^e siècle risque de prendre la forme, comme celui de la mythologie biblique, d'une montée inexorable des eaux, noyant sous les vagues les villes de la civilisation humaine.

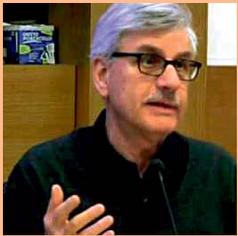
Ne croyez-vous pas que l'innovation technologique – que le capitalisme encourage plus que tout autre système – apportera des solutions à la crise écologique?

Tant que les innovations technologiques restent soumises aux besoins du profit et de l'accumulation du capital, elles ne feront qu'aggraver la crise écologique. L'énergie nucléaire est un grand «progrès technologique», mais elle est désastreuse du point de vue de l'environnement et de la sécurité humaine. On perfectionne les technologies d'exploitation du pétrole en haute mer, on invente des technologies pour exploiter le gaz de schiste, bref, on «innove» pour continuer à produire et à brûler des énergies fossiles, accélérant ainsi la course vers l'abîme du changement climatique. Des technologies alternatives existent déjà – les énergies renouvelables, le soleil, les éoliennes – mais ne sont installées qu'à petite échelle, parce que moins «rentables» que les fossiles.

Les systèmes régulateurs, tels que le Protocole de Kyoto, ne fonctionnent-ils pas?

Le problème est que la méthode choisie – le marché des droits d'émissions – a abouti à un échec: les permis gratuits ont été si généreusement distribués par les gouvernements à leurs industriels, que le prix de la tonne de carbone émise s'est effondré... Ce n'est pas avec «le marché» et des méthodes capitalistes qu'on peut changer, de fond en comble, le système énergétique de la planète.

Si le capitalisme semble effectivement échouer, le socialisme réel ne s'est pas non plus montré très vert. L'écosocialisme n'est-il pas, à l'instar du «greenwashing» capitaliste, une façon de repeindre la façade du marxisme en vert?



Sociologue et philosophe, **Michael Löwy** est l'un des maîtres à penser du Nouveau Parti anticapitaliste français. Directeur de recherche émérite au CNRS, il est aussi enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS). PHOTO: EHESS

Nous sommes nombreux à penser que le socialisme réel n'avait pas grand-chose de socialiste. L'écোসocialisme implique une critique radicale du modèle productif soviétique, mauvaise copie du paradigme industriel capitaliste occidental. Quant au marxisme, il nous semble indispensable pour fonder une proposition alternative au capitalisme, mais nous proposons un réexamen critique de certains de ses postulats, comme le «libre développement des forces productives».

En quoi l'écোসocialisme diffère-t-il de l'écologie politique telle qu'elle est apparue dans les années 1960-1970?

L'écোসocialisme partage la critique du productivisme et du consumérisme des premiers écologistes, mais se distingue par sa démarche anticapitaliste, et par la proposition d'une planification écologique socialiste.

Que pensez-vous du mouvement en faveur de la décroissance?

Il apporte une contribution importante, en dénonçant la «religion de la croissance» du capital, et l'obsession consumériste du système. Mais le terme «décroissance» est problématique: il semble inverser, en termes quantitatifs, le discours dominant de la croissance. Pour nous, écôsocalistes, il faut penser l'alternative en termes qualitatifs: des secteurs à supprimer – et non simplement à «décroître» (le nucléaire, la publicité, etc.) –, d'autres à réduire (les voitures)

et d'autres à développer (les énergies alternatives, l'agriculture biologique, etc.).

Y a-t-il un modèle alternatif écôsocaliste ou est-ce juste une critique du système actuel? Comment régulerait-on les échanges économiques dans un système écôsocaliste?

L'écôsocalisme est à la fois une critique radicale du capitalisme et une proposition alternative. Il implique l'appropriation collective des principaux moyens de production et une planification démocratique. C'est-à-dire: c'est à la population elle-même de décider, après un débat démocratique, quelles sont les priorités pour la production et la consommation. Une fois que le profit et l'accumulation du capital cessent de déterminer ces choix, ils peuvent être définis en fonction des vrais besoins sociaux et de la nécessité de respecter l'environnement.

Mais ne peut-il pas y avoir des contradictions entre les intérêts sociaux et culturels de la communauté humaine et ceux de «l'environnement»?

La société capitaliste façonne les intérêts des personnes en termes de consommation de marchandises. Mais dans une société postcapitaliste, une autre conception des besoins pourra s'épanouir. Dans la mesure où ce sont les conditions de la vie humaine sur la planète qui sont menacées, les intérêts fondamentaux des communautés humaines coïncident avec la sauvegarde de la nature. |

¹ www.europe-solidaire.org/spip.php?article7891

«On 'innove' pour continuer à produire et à **brûler des énergies fossiles**, accélérant ainsi la course vers l'abîme du changement climatique.»
KEYSTONE



la couleur des jours

journal d'auteurs
d'ici et d'ailleurs



offrez un abonnement !
45 fr. pour 2 ans (8 numéros)

également en kiosque

tous les sommaires sur

www.lacouleurdesjours.ch

DAS
Management
Durable



Formation
continue

Hes·so
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale
Fachhochschule Westschweiz

Diploma of Advanced Studies Management durable

Formation continue en emploi

Mettez en pratique la responsabilité sociétale et le développement durable dans votre entreprise ou votre administration publique.

h e g

Haute école de gestion
Genève

Rejoignez-nous !
www.hesge.ch/heg/madu

Renseignements et inscription :
madu.heg@hesge.ch
Tél. +41 22 388 18 83



AGRICULTURE

Agroécologie, circuits courts, diversification, autosuffisance alimentaire. Face à l'hégémonie de l'agriculture industrielle et à la mainmise de quelques géants économiques sur le marché des semences, les initiatives se multiplient pour se réapproprier le monde du vivant, à la ville comme à la campagne.



L'agroécologie au chevet du climat

PROSPICIERARA

INTERVIEW L'agriculture et les systèmes alimentaires produiraient la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Bilan et alternatives avec l'agronome Emmanuel Lierdeman. *Article original paru le 22 août 2015.*

CHRISTOPHE KOESSLER



Ingénieur agronome, écologue et géographe, **Emmanuel Lierdeman** enseigne l'écologie appliquée et l'agronomie à la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (HEPIA) et dans le cadre du Master HES-SO en Sciences de la vie. Également paysan et forestier, il consacre un tiers de son temps à ses brebis, à ses vergers et à 80 hectares de forêt dans le Jura français.
PHOTO: DR

L'agriculture n'a souvent plus rien de l'image champêtre et idyllique qu'elle véhicule encore. À elle seule, elle est responsable de près de 15% des émissions de gaz à effet de serre sur la planète (contre 17% pour l'industrie), indique Emmanuel Lierdeman, ingénieur agronome. L'enseignant à la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève a donné une conférence sur l'agriculture et le changement climatique dans le cadre du Festival des initiatives locales pour le climat Alternatiba, qui s'est tenu en septembre 2015 à Genève. L'occasion pour *Le Courrier* de recueillir son analyse et son inventaire des alternatives existantes.

La part de l'agriculture dans le changement climatique est considérable, même sans comptabiliser les 18% dus à

la déforestation, qui elle-même servira en majeure partie à l'agriculture et à l'élevage...

Oui, d'autant plus si on tient compte de l'amont et de l'aval du système. Depuis la révolution industrielle, l'agriculture est elle-même industrialisée et inféodée à ce système de production aussi bien en amont qu'en aval. Elle est une grosse consommatrice de machines agricoles et d'intrants de synthèse (engrais et pesticides), elle fournit des produits à l'industrie agroalimentaire qui les transforme et les transporte et qui va elle-même alimenter la grande distribution (emballage, réfrigération, etc.). C'est là qu'il y a davantage d'émissions de gaz à effet de serre, plus que dans la production elle-même. D'après des chiffres donnés par l'ONG Grain, le système alimentaire mondial serait ainsi responsable d'environ 50% du total des émissions de gaz à effet de

serre. J'en conclus que, s'il est souhaitable de remplacer la voiture par le vélo, d'éviter l'avion, de limiter l'achat de produits industriels à obsolescence programmée, la priorité revient bien à modifier nos systèmes alimentaires!

Ce système agricole est d'ailleurs relativement nouveau...

Oui, il est né au milieu du XVII^e siècle avec la machine à vapeur, s'est développé au XIX^e siècle, mais il a connu une véritable accélération en Europe seulement après la Seconde Guerre mondiale avec le plan Marshall. Une grande partie des subventions agricoles sont en fait des subventions à l'industrie, car l'agriculteur achète avec cela des tracteurs, des engrais et des pesticides.

C'est donc l'agriculture industrielle qui est mise en accusation, pourquoi?

Que l'agriculture émette trop de dioxyde de carbone est un paradoxe, car elle repose sur la photosynthèse, qui n'est rien d'autre que la transformation du CO₂ de l'atmosphère en chaînes d'hydrates de carbone (matière organique). L'agriculture devrait donc, par nature, présenter un bilan équilibré à cet égard. Or les procédés agricoles industriels entraînent la génération de gaz à effet de serre à plusieurs niveaux: construction des machines outils, fabrication des engrais et pesticides (une tonne d'engrais azoté nécessite environ deux tonnes de pétrole), acheminement jusqu'au champ, labours profonds, épandage des engrais et pesticides...

«Il ne s'agit pas d'un retour en arrière mais d'une agronomie plus subtile»

Le fait que ce modèle soit orienté vers la production de viande et de lait pose aussi problème.

Les élevages intensifs de ruminants génèrent d'importantes émissions de méthane. Ce n'est pas le cas des volailles et des cochons. Les bovins sont de plus en plus nourris avec des céréales, au détriment de l'herbe et donc des prairies. Ainsi, en Europe, deux tiers des céréales servent à nourrir des animaux d'élevage. Nous disposons de bien davantage d'aliments si nous consommons moins de viande. En Europe de l'Ouest, une baisse de la consommation de viande est amorcée, mais elle ne compense pas la très forte augmentation en Chine et dans d'autres pays émergents.

La Suisse nourrit-elle aussi massivement ces animaux avec du fourrage céréalière et du soja?

Depuis quinze ans, la Suisse a multiplié par plus de dix ses importations de tourteaux de soja pour augmenter la production laitière par vache. Une vache Holstein, dûment sélectionnée, nourrie au maïs et au soja, produit deux fois plus de lait que ses cousines nourries à l'herbe. Malheureusement, on ne prend pas en compte les conséquences sociales et environnementales de cette intensification, tant dans nos pays que dans les pays exportateurs de soja.

Les émissions de gaz dues à l'agriculture sont-elles essentiellement générées dans les pays du Nord?

Je ne dispose pas de chiffres sur ce point. Dans les pays du Sud subsistent encore largement des cultures vivrières. Elles coexistent avec d'immenses exploitations industrielles tournées vers l'exportation, dont les impacts sont désastreux. La fracture n'est pas entre Nord et Sud, mais entre modèle paysan familial – encore majoritaire – et modèle industriel.

Quelles sont les conséquences du changement climatique sur l'agriculture?

En été 2015, l'armée suisse a dû avoir recours à des hélicoptères pour puiser de l'eau dans les lacs afin d'abreuver les vaches dans les alpages. Au-delà de l'anecdote, cela illustre le changement climatique en cours. Le réchauffement induit déjà une remontée de certaines cultures vers le nord et une avancée des dates de récoltes. Mais il provoque surtout des événements climatiques extrêmes de plus en plus violents: orages, inondations, sécheresses et chaleurs excessives. On a la preuve désormais que la fréquence de ces événements et leur ampleur augmentent. Les pays les plus touchés se trouvent dans des régions déjà chaudes et sèches, ou soumises aux moussons, donc souvent plus pauvres et plus vulnérables. Enfin, en région tempérée, nous assistons à une augmentation

de la pression des ravageurs de cultures, en raison d'une dérégulation des équilibres biologiques ou de résistances aux pesticides, mais aussi d'une remontée de parasites des régions méditerranéennes ou subtropicales vers le nord, par exemple à la faveur d'hivers trop doux.

Quelles sont les alternatives à cette agriculture hostile au climat?

Cela tient en un mot: l'agroécologie, à savoir l'écologie appliquée à la production de denrées alimentaires. Concrètement, cela signifie, *a minima*, de restaurer une complémentarité entre productions végétales et animales, puis renouer avec la diversité des cultures, des espèces et des variétés, au sein de la ferme, voire au sein des parcelles. Il s'agit de s'inspirer des écosystèmes pour obtenir des agrosystèmes aussi robustes que possibles. La diversité est essentielle pour obtenir cette stabilité, un équilibre entre les ravageurs des cultures et leurs prédateurs par exemple.

Au niveau du sol, cela signifie maintenir ou restaurer un taux de matière organique élevé et la vie qui s'y déploie. Il faut donc éviter les labours profonds et le compactage de la terre par de lourdes machines, ainsi que les engrais minéraux et les pesticides qui portent atteinte à la vie dans les sols. Si on ne respecte pas les lombrics, les champignons, les bactéries et ●●●

«L'agriculture est une grosse consommatrice de **machines** et d'intrants de synthèse.»
KEYSTONE



●● les autres micro-organismes présents dans la terre, on perd la fertilité du sol. On hypothèque donc notre alimentation à venir.

L'agriculture industrielle a tout de même décuplé les rendements...

Oui, mais pour combien de temps? De 50 à 150 ans? Si on continue à dégrader nos sols ainsi, on ne tiendra pas très longtemps, sans compter tous les autres dégâts environnementaux qu'un tel système génère.

L'une des forces de l'agroécologie est la complémentarité.

Pour se passer des engrais azotés, il faut soit élever des animaux (pour le fumier), soit cultiver des légumineuses (exemples: lentilles, fèves, pois chiche) en alternance avec les céréales, ou les deux ensemble (cultures associées). Les légumineuses fixent l'azote de l'air et le rendent assimilable par les plantes. Les cultures associées sont aussi plus robustes face aux ravageurs. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. L'agroécologie n'est pas un retour en arrière mais une agronomie plus subtile.

Peut-on produire suffisamment sans agriculture industrielle?

On peut aujourd'hui nourrir 12 milliards d'êtres humains à partir d'une agriculture écologique. C'est bien sûr contesté, mais cela a

été largement démontré par nombre d'agronomes tropicalistes, puis repris brillamment par Olivier de Schutter, l'ex-rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Pour cela, il faut cesser de casser les marchés dans les pays pauvres avec nos excédents agricoles subventionnés et, au contraire, protéger leurs débouchés locaux de la concurrence. C'est le libre-échange qui les affame aujourd'hui.

L'agriculture écologique suppose davantage de travail. Est-elle donc moins efficace?

Remettre des chômeurs au travail serait plutôt positif. Bien sûr, il faudra payer cette main-d'œuvre. Là où le bât blesse, c'est que le prix de revient apparent du produit est plus bas avec l'agriculture industrielle. Mais ce prix n'intègre pas le coût social – par exemple la diminution du nombre d'actifs dans l'agriculture –, ni son coût environnemental très élevé – dégradation des sols, contamination des eaux, perte de biodiversité, etc. –, encore moins son impact sur la santé. Tous ces coûts externes sont payés par la société.

L'agroécologie est donc plus chère pour le consommateur – qui n'a jamais dépensé aussi peu pour son alimentation, seulement 8% de son budget moyen en Suisse! –, mais elle est moins onéreuse pour la société. |



Les systèmes des **paniers** permettent de court-circuiter les intermédiaires de la grande distribution et de l'industrie. JARDIN DES CHARROTONS

Du paysan à l'assiette

L'agroécologie suppose la mise en place d'alternatives aux produits alimentaires industriels et aux grandes surfaces. «Il s'agit de limiter la transformation et le transport. On obtient ainsi un bon bilan climatique et une meilleure valeur ajoutée pour les paysans. Ceux-ci peuvent cultiver de plus petites surfaces, et ainsi permettre l'augmentation du nombre d'exploitants», explique l'ingénieur agronome Emmanuel Lierdeman. C'est le modèle défendu en France par la Confédération paysanne, en Suisse par Uniterre et au niveau international par la Via Campesina. «Lorsqu'on achète un produit agricole en grande surface, la part du prix qui revient au paysan est très réduite, généralement moins de 10%. L'essentiel des sommes dépensées par les consommateurs va à la grande distribution et à l'industrie.» Il faut donc court-circuiter ces intermédiaires à travers la vente directe ou par l'agriculture de proximité, comme avec les systèmes des paniers apportés aux affiliés (Jardins de Cocagne ou Charrotons à Genève, agriculture contractuelle de proximité et Amap en France, etc). «D'autres modèles, comme les magasins coopératifs des producteurs associés, peuvent être de très bons compromis.» CKR

Le **système alimentaire** mondial serait responsable d'environ 50% du total des émissions de gaz à effet de serre. JPDS





Cultiver des légumes et des valeurs

Un des plus gros défis de **Lortobio** est de trouver des personnes prêtes à s'engager sur une base régulière. AMD

TESSIN Depuis 2008, à Lortobio, un potager collectif ouvert à tous, promouvant une agriculture locale, écologique et partagée, permet à ses cultivateurs de retourner aux sources. *Article original paru le 3 septembre 2014.*

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

« On a perdu 80% de notre récolte de pois chiches à cause de la pluie », se plaint Pierluigi Zanchi, torse nu et couvert de sueur. Le cuisinier et expert en nutrition était pourtant fier de montrer aux sceptiques que la légumineuse habituée aux climats méditerranéens pouvait s'épanouir au sud des Alpes. Les limaces, les souris, la pyrale du maïs et les corneilles sont aussi problématiques, souligne-t-il, en continuant à couper les plants de pois chiches. En 2013, les parasites avaient anéanti la moitié des récoltes de maïs.

Nous sommes au milieu de la plaine de Magadino, au Tessin, sur une petite oasis de près d'un hectare, encadrée par des autoroutes et, plus loin, les

montagnes. En 2008, Pierluigi Zanchi et quatre amies aux expériences diverses en matière d'agriculture biologique ont décidé de créer ici un potager ouvert à tous. L'idée a germé lors d'une assemblée générale de la coopérative de consommateurs et producteurs biologiques tessinoise, Comprobio. Aujourd'hui, Lortobio cultive une centaine de variétés de légumes et une quarantaine d'espèces de fleurs comestibles et médicinales.

La pomme de terre bleue

Comme la culture ici est 100% biologique, aucun pesticide chimique n'est employé. Des macérations à base de plantes, comme l'ortie, sont utilisées pour ●●●

Un des principaux objectifs de Lortobio est de permettre aux **consommateurs** d'être en contact avec la production. AMD



●●● éloigner les animaux nuisibles et l'association de différentes cultures est privilégiée. Par exemple, le basilic et l'ail possèdent une vertu protectrice contre les parasites des tomates, alors ils sont plantés ensemble. «Mais avec des échanges internationaux très rapides et peu de contrôle aux frontières, de nouveaux nuisibles arrivent en Suisse, notamment d'Asie», ajoute le quinquagénaire.

À l'entrée du potager, une ancienne petite ferme en pierres, retapée, fait office de cuisine, bureau, salle de réunion (les participants sont invités à s'asseoir sur des bottes de foin) et banque de semences. Lortobio en compte deux cents. En plus de promouvoir l'agriculture locale, écologique et partagée, le potager collectif s'est donné pour mission de sauvegarder la biodiversité et de valoriser les espèces rares. Comme, par exemple, la pomme de terre bleue.

«Si on en plante une, on en récupérera huit, tandis qu'une pomme de terre blanche croisée en produira quinze», détaille Chiara Buletti, cofondatrice de Lortobio et enseignante à la retraite. «La pomme de terre bleue est plus goûteuse et nutritive, mais elle rend moins; c'est pour cela qu'on ne la trouve pas au supermarché.» Un des principaux objectifs de Lortobio est de permettre aux consommateurs d'être en contact avec la production.

La nature décide

«Les gens pensent que ce qu'ils mangent se crée par enchantement», affirme-t-elle, en plantant une rangée de navets rouges. «Beaucoup n'ont aucune idée de la réalité des paysans et du travail qu'ils abattent.» En 2014, le collectif a récolté des asperges plantées trois ans plus tôt. «Nombreux sont ceux qui ne savent pas que des légumes peuvent prendre trois, quatre, dix ans avant de pousser, fait valoir Pierluigi Zanchi. Ils ne connaissent pas le temps réel des saisons et de la terre.»

Cultiver le potager dispense des leçons de vie. Tout ne va pas toujours comme on le souhaite: c'est la nature qui décide. Pour Chiara Buletti, fréquenter Lortobio permet de se rendre compte du travail des agriculteurs. «Moi, je cultive pour le plaisir, mais le paysan qui a une serre de tomates et qui ne réussit pas à en recueillir une de la saison, à cause des parasites ou de l'été pourri que nous avons eu, a la vie dure. Du coup, on prend moins ce qu'on mange pour acquis.»

Lortobio valorise toutes les formes d'économies. Aux débuts de l'initiative, pour se fournir en outils, les membres ont fait appel à des sympathisants. Peu après, des bêches, des râteaux, des scies, des haches usagés ont été recueillis, réparés et recyclés. Deux mètres carrés de panneaux solaires posés sur le toit de

L'autosuffisance alimentaire via les **Incrovables Comestibles**



En 2008, dans le **Yorkshire anglais**, au pire de la crise économique, deux mères de famille ont créé un concept nouveau qui consiste à planter, récolter et partager: les Incrovables Comestibles. Leur but était de rassembler les habitants autour de légumes locaux et gratuits cultivés

dans les espaces verts publics: devant l'école, le commissariat de police, la mairie, au cimetière...

Grâce à ce mouvement citoyen, la ville d'origine des Incrovables Comestibles, Todmorden, qui compte 1500 habitants, a été totalement redynamisée et projetée d'être autosuffisante d'ici à quelques années en termes de production de fruits et de légumes. L'idée de mettre à la disposition des citoyens des légumes gratuits cultivés dans des potagers disséminés à travers les villes et les campagnes a été répliquée dans des centaines de villes partout dans le monde. En Suisse romande, les Incrovables Comestibles ont fait des émules, notamment à Sion et à Morges. À Lausanne, la Ville a soutenu le projet, fournissant des bacs et le terreau, et de nombreuses écoles ont accueilli des minipotagers. Dans le canton du Tessin aussi, ici et là, on peut apercevoir des écriteaux placés près de potagers privés invitant les citoyens à se servir. AMD

la ferme permettent de cuisiner les légumes récoltés dix minutes plus tôt. La pompe qui va chercher l'eau souterraine est activée grâce à l'énergie humaine.

Financièrement, Lortobio fonctionne de façon autonome. Chaque année, en collaboration avec la Colombera, une ferme biologique locale, et ProSpecieRara, une fondation suisse chargée de préserver les races d'animaux de rente et les plantes de culture menacées d'extinction, Lortobio organise une journée de vente de semences biologiques qui permet de récolter les fonds nécessaires pour répondre aux besoins du potager.

Une affaire de femmes

Un des plus gros défis de Lortobio est de trouver des personnes prêtes à s'engager sur une base régulière. «Pour nous, c'est normal de passer deux heures par jour dans le trafic ou devant la télévision, mais pas de passer deux heures dans un potager collectif», regrette Pierluigi Zanchi. Cultiver demande beaucoup de travail, qu'il fasse beau ou mauvais temps. «L'attention et la constance sont importantes, souligne Chiara Buletti. On ne peut pas planter un légume et partir un mois, sans s'en occuper.»

«L'attention et la constance sont importantes»

Lortobio dispose d'une liste de 30 à 40 personnes qui sont informées des événements organisés au potager et des heures de présence en semaine. Le samedi est le jour des retrouvailles, où chacun apporte un plat cuisiné. Après quelques heures de travail intense, les récoltes sont divisées entre les participants et le repas est partagé autour d'une table. Un moment de convivialité, propice à la réflexion et à la discussion quant aux orientations du potager.

Grâce à Lortobio, d'autres initiatives similaires sont nées dans les environs. Par ailleurs, le potager est fréquenté par des groupes scolaires pour des journées de formation. «On fait asseoir les écoliers en cercle et on explique ce qu'est Lortobio, rapporte Chiara Buletti. Ensuite, on divise la classe en petits groupes; un fait le désherbage, l'autre va chercher le compost, un autre sème, un autre passe le râteau, et puis on fait un tournus.»

Sur la douzaine de jardiniers présents ce samedi ensoleillé, Pierluigi Zanchi est le seul homme. «En général, c'est ainsi; il y a environ un homme pour dix femmes», commente Elena Camponovo, autre cofondatrice du projet et ancienne banquière. Comme dans l'Antiquité et comme dans tous les pays agraires, la culture est une affaire de femmes. «Il me semble que c'est seulement avec l'avènement de l'agriculture industrielle que les hommes se sont impliqués», note-t-elle. |

Un lieu de travail, de détente et de rencontre



Hélène Gaillard est cheffe de projet à Equiterre depuis 2008.
PHOTO: DR

INTERVIEW Cheffe de projets à Equiterre Lausanne, Hélène Gaillard explique l'intérêt des potagers urbains pour l'association qui accompagne, depuis quarante ans, les collectivités publiques et les entreprises sur le chemin de la durabilité.

Depuis combien de temps Equiterre travaille-t-elle avec les potagers urbains?

Depuis 2010. Mais en Suisse romande, la Ville de Lausanne est active depuis une vingtaine d'années dans ce secteur. Nous avons une quinzaine de projets dans les régions genevoise, vaudoise et jurassienne soutenus par la Loterie romande, les Villes ou les privés. Les potagers urbains mesurent entre 300 et 600 m². Ils incluent un espace commun comprenant une table, un coffre à outils, un compost et un point d'eau.

Quels sont les intérêts des potagers urbains pour Equiterre?

Nos objectifs sont la promotion de la santé et le développement territorial durable. Les potagers urbains favorisent la mixité: tant les enfants que les personnes âgées peuvent y participer, ainsi que des gens de toutes cultures et classes sociales. Ils sont un lieu d'activité, mais aussi de détente et de rencontre.

Comment les participants prennent-ils possession du projet?

Lorsque nous avons identifié une parcelle adéquate, nous invitons les habitants, écoles, maisons de quartiers, EMS, etc., situés à cinq minutes à pied du jardin, et nous leur présentons le projet. Ensuite, nous intégrons les personnes intéressées dans le processus. Ce qui nous caractérise, c'est que nous impliquons les futurs jardiniers à toutes les étapes depuis le début. Chaque jardinier est responsable d'une parcelle de 5 à 20 m². Nous avons remarqué que si une parcelle est commune, l'expérience fonctionne moins bien car la responsabilité est diluée.

Vos potagers se trouvent-ils seulement dans des lieux publics?

Nous mettons en place des projets de développement durable avec les collectivités publiques et plusieurs potagers urbains ont été réalisés avec celles-ci sur du foncier public. Mais nous en avons aussi réalisés sur du terrain privé, avec des collectivités publiques et avec des régies ou propriétaires privés. Nous souhaitons maintenant en développer davantage sur des parcelles privées, car le potentiel est énorme. Il s'agit de convaincre les propriétaires. On fait valoir auprès d'eux qu'il s'agit de projets peu coûteux qui, de surcroît, sécurisent le territoire: il y a toujours quelqu'un sur un potager. PROPOS RECUEILLIS PAR AMD

Semences: un monde à se réappropriier



En Suisse, le label Bioverita se bat contre la tendance à la **monoculture**.
MARIUS BORN

BIODIVERSITÉ À l'heure où quelques géants maîtrisent la majeure partie du marché des semences, des solutions se dessinent contre cette mainmise sur le vivant. *Article original paru le 27 novembre 2014.*

LAURA DROMPT

Actuellement, une poignée de géants économiques écrasent le marché des semences, qui pesait 44 milliards de dollars en 2012. Dans le trio de tête figurent les bien connus Monsanto, DuPont Pioneer et Syngenta.

Cette mainmise s'est accompagnée, depuis les années 1970, par une diminution au niveau mondial de la diversité des plantes. Comme l'explique un cahier spécial, édité par la Déclaration de Berne et ProSpecieRara¹, «un nombre toujours plus restreint d'entreprises produisent des semences toujours plus homogènes qui sont distribuées dans des zones toujours plus étendues».

Certaines organisations se battent donc pour pousser le monde paysan et les particuliers à se réapproprier les semences.

Privatisation du vivant

La question a fait couler beaucoup d'encre en Europe et notamment en France, où les espèces, pour être utilisées légalement, doivent figurer dans un catalogue officiel. Or nombre de variétés anciennes ou locales n'y sont pas recensées.

En parallèle, les entreprises semencières ont commencé à breveter des espèces, interdisant aux agriculteurs de réutiliser des graines, qui ont pourtant poussé dans leurs propres champs. Pour s'assurer un revenu annuel, la plu-

part des semenciers vendent désormais des espèces hybrides infertiles, pour lesquelles la germination est de toute manière impossible. Une privatisation du vivant dénoncée par les milieux de l'agriculture biologique, anti-OGM et les syndicats paysans.

En Suisse, le problème des hybrides se pose également, mais au moins l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a-t-il renoncé à adopter la législation européenne interdisant la culture des seules espèces répertoriées dans les catalogues. Et la collaboration est plutôt étroite entre les organisations privées et les institutions publiques, chargées de travailler sur la biodiversité.

C'est notamment la mission de l'Agroscope à Changins, un centre de compétence de la Confédération pour la recherche agricole rattaché à l'OFAG. «Nous notons un appauvrissement général de la biodiversité dans l'agriculture», explique Beate Schierscher-Viret, qui travaille à l'Agroscope pour la banque de gènes de céréales et de légumes. «C'est pourquoi nous avons ici une banque de gènes, que nous gardons comme un trésor.» Au total, plus de 10 000 variétés de végétaux y sont conservées, dont pas moins de 5 000 sortes de blé.

Garantir la sécurité alimentaire mondiale

Sur demande, les spécialistes font donc germer à nouveau des variétés du début du XX^e siècle, ou des espèces régionales rares. Un capital qui peut sauver des cultures: «En Amérique du Nord, par exemple, où une maladie spécifique ravageait les champs d'orge. Nous avons reçu une demande pour une variété locale d'orge, datant de 1914 et résistante à cette maladie. Nous leur avons envoyé des échantillons à partir desquels ils ont pu déployer une nouvelle espèce.»

Pour Beate Schierscher-Viret, la mission est capitale, puisqu'elle permet de garantir la sécurité alimentaire mondiale.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture tient également à cette diversité. En 2001, elle a conclu un Traité international sur les ressources phytogénétiques, qui vise, entre autres, à reconnaître l'import-

tance des agriculteurs et des agricultrices pour le développement de la biodiversité. Car la préservation de ces ressources ne passe pas que par d'immenses banques de gènes. Le but est aussi de sélectionner de manière naturelle les plantes qui s'adaptent progressivement à leur environnement.

Un capital qui peut sauver des cultures

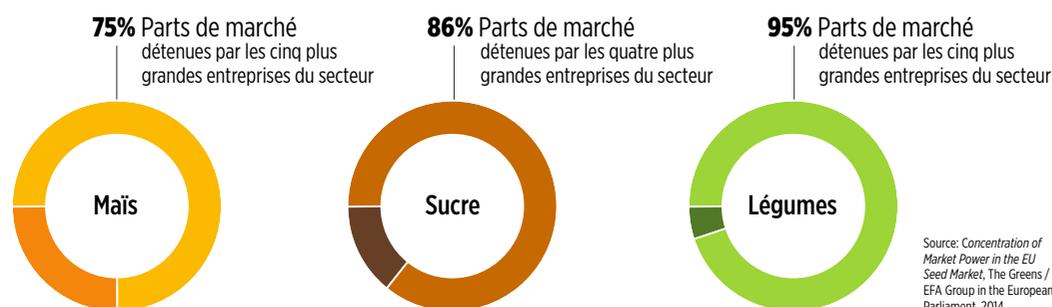
En Suisse, le label Bioverita s'inscrit dans cette optique. Il aide à sélectionner des semences non-OGM, biologiques, saines et avec plus de goût que les cultures conventionnelles. Et se bat contre la tendance à la monoculture.

Semer et laisser les plantes évoluer

Une diversité valorisée, mais dans un genre différent de celui des banques de gènes. Markus Johann, gestionnaire de Bioverita, remarque: «Posséder des milliers d'espèces, c'est une chose, encore faut-il qu'elles soient adaptées à leur environnement, afin de limiter l'utilisation de produits chimiques!» Et pour cela, une seule solution: «Il faut semer, et laisser les plantes évoluer.» I

¹ À lire: «Semences agricoles. Monopole privé sur un bien public», numéro spécial de la revue *Vers un développement solidaire*, avril 2014. Édité par la Déclaration de Berne et ProSpecieRara.

Parts du marché européen des semences de maïs, de betterave sucrière et de légumes détenues par les principales entreprises



Semences de concombre en voie d'être séchées puis stockées par Sativa Rheinau (Zurich), qui produit des **graines biologiques** autonomes et libres d'OGM. KEYSTONE

Que dit l'Union européenne?

En matière de semences, la loi européenne s'articule en deux axes. Le premier régit la commercialisation des semences: seules celles figurant sur un catalogue officiel (le «catalogue des espèces et variétés», propre à chaque État et dont l'Union européenne fait ensuite la compilation) sont autorisées à la vente.

Par ailleurs, un volet sur la propriété intellectuelle prévoit l'obtention de COV (certificats d'obtention végétale) protégeant des espèces qui doivent être distinguables, homogènes et stables.

La culture de variétés anciennes ne figurant pas sur le catalogue n'est pas formellement interdite: il est possible d'échanger des semences dans un but de sélection ou d'expérimentation.

En France, depuis les années 2000, le Réseau semences paysannes fait le lien entre différents agriculteurs, leur permettant d'échanger des variétés anciennes sans les commercialiser. Une mise en réseau précieuse pour une profession qui a souvent perdu sa matière première (les variétés cultivées par les grands-parents) et son savoir-faire. LDT

Un réseau de «multiplicateurs» à la rescousse des espèces rares



Responsable du bureau romand de la Fondation ProSpecieRara depuis 1996, **Denise Gautier** est biologiste et ethnobotaniste. Elle s'occupe notamment des projets de plantes de jardin et de plein champ en Suisse romande. Avant cela, elle a travaillé pour le projet de Flore des Alpes.

PHOTO: PROSPECIERARA

INTERVIEW Depuis 1982, la fondation ProSpecieRara lutte pour la diversité patrimoniale et génétique liée aux végétaux et aux animaux. Préserver les semences de plantes anciennes ou rares en les cultivant plutôt qu'en les stockant dans des congélateurs géants fait partie intégrante de sa mission.

Pour la fondation, l'essentiel est de maintenir ces espèces en vie dans leur environnement et non de les cataloguer et de les théoriser. Entretien avec Denise Gautier, responsable du bureau romand.

En 2014, votre fondation a poussé les Suisses à recueillir eux-mêmes des graines de tomates. Une démarche plutôt originale...

C'était un projet de communication représentatif de l'action de ProSpecieRara.

Aujourd'hui, tout le monde dit que les tomates de supermarché n'ont plus de goût. Nous avons donc proposé à nos sympathisants de commander des graines de variétés spéciales de tomates et de les planter. Le but était qu'ils en récoltent les graines, pour les faire germer à nouveau. Nous voulions attirer l'attention sur le fait que plus de 90% des tomates vendues en grandes surfaces sont des hybrides infertiles, dont il serait impossible de prélever les graines.

Mis à part des actions de sensibilisation, que fait ProSpecieRara pour aider

à la préservation de la biodiversité?

Nous ne sommes qu'une vingtaine de personnes pour toute la Suisse... Nous devons donc miser sur notre réseau. Pour ce qui concerne les légumes, nous travaillons à la préservation de 1300 variétés. Pour chacune d'entre elles, nous comptons trois cultivateurs chargés de les ensemercer – que nous appelons les «multiplicateurs».

Les graines ont une durée de vie limitée, il faut les cultiver régulièrement. Nous misons donc sur la «conservation vivante». Il existe des banques de gènes, dans le monde, où l'on met le patrimoine génétique dans d'énormes congélateurs. Après trente ou quarante ans, ces graines pourront bien sûr germer, mais elles ne seront plus adaptées à leur environnement, car elles n'auront pas évolué en milieu naturel. Les informations sur les caractéristiques de ces plantes et la façon de les cultiver auront été perdues.

Quel est le profil des personnes qui vous aident à cultiver ces espèces rares?

Notre réseau de multiplicateurs est développé à tous les niveaux. À Genève, nous sommes soutenus par le Jardin botanique, où plusieurs de nos espèces sont cultivées. Nous collaborons aussi avec l'Agroscope (centre de compétence de la Confédération pour la recherche agricole). Mais tout jardinier qui souhaite prendre une espèce en charge est le bienvenu.

Certaines espèces sont plus difficiles à préserver que d'autres. Nous proposons des cours à nos multiplicateurs, notamment pour les plantes allogènes ou bisannuelles, qui demandent un suivi particulier. Mais pour les plantes faciles, comme la tomate, tout un chacun peut s'engager à nos côtés.

Le but étant que ces plantes circulent ensuite...

Oui, toutes les variétés que nous conservons sont réutilisables. Nous nous battons pour ce principe car c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'on ne peut plus utiliser librement les graines... Désormais, on achète des semences «cul-de-sac», hybrides, qui ne germent qu'une fois et sont souvent produites à l'étranger par de la main-d'œuvre sous-payée.

Vous faites là référence aux géants tels Monsanto ou Syngenta. Quelle est la position de ProSpecieRara vis-à-vis d'eux?

Il est difficile de faire le poids face à ces mastodontes de l'économie. Nous sommes totalement à l'opposé de leur vision. Cependant, il me semble qu'il ne faut pas fermer hermétiquement toutes les portes. Dans notre Suisse faite de consensus, nous avons la chance de cultiver le dialogue, et il faut préserver cette voie. Elle nous a par exemple permis de négocier avec l'Office fédéral de l'agriculture, et d'échapper à la loi européenne qui condamne la culture à partir de graines non réglementées. LDT

En 2014, la fondation ProSpecieRara a incité les Suisses à récolter eux-mêmes des graines de **tomate**.
PROSPECIERARA





Un potager au **fond des mers**

ITALIE Au large de la côte nord-ouest, des fruits et des légumes poussent dans des serres sous-marines. Écologique et économique, cette expérience inédite ouvre de nouvelles perspectives pour l'agriculture.

Article original paru le 4 février 2016.

Les **serres**, situées à une profondeur de 7 mètres, sont fabriquées avec divers types de plastique et de plexiglas. NEMO'S GARDEN

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Quelque part au large de la côte nord-ouest italienne, près de la ville de Noli, des fruits et des légumes poussent dans des serres sous-marines. Initié en 2012 par la société familiale d'équipements de plongée sous-marine Ocean Reef Group, le projet, baptisé Nemo's Garden – du nom du protagoniste de *Vingt mille lieues sous les mers* de Jules Verne –, a tout d'une petite révolution. Jusqu'à présent, du basilic, des fraises, des laitues et des pois ont été cultivés avec succès.

L'initiative n'en est pas encore au stade de la commercialisation, mais les perspectives qu'ouvre ce mode de culture inédit, à la fois écologique et économique, sont immenses. «Nous en sommes encore au tout début», affirme Luca Gamberini, fils de Sergio Gamberini, à l'origine de l'idée insolite. «Les défis sont nombreux, les marges pour l'amélioration sont importantes, nous évoluons comme des pionniers sur un territoire inexploré, sans mode d'emploi puisque rien n'a été fait précédemment.»

La superficie occupée par l'eau est beaucoup plus importante que celle couverte par la terre ferme, a fortiori par la terre cultivable, explique-t-il; sans compter qu'il est possible de travailler à la verticale dans des «colonnes» d'eau. Actuellement, les membres d'Ocean Reef Group expérimentent et cherchent à améliorer le système en place, lequel a déjà été breveté. Quatre modèles de serres différents ont été élaborés. Le premier conçu possède une forme cylindrique et un volume variant entre 50 et 80 litres. Ensuite, des sphères ont été créées, d'une capacité de 800 litres et de plus de 2000 litres.

Alternative pour pays en développement

Une de ces structures sert de laboratoire et abrite l'équipement informatique qui récolte en temps réel les données liées à l'oxygène et au gaz carbonique; trois personnes peuvent y rentrer à la fois. Enfin, un dernier modèle mis au point fin juillet est une demi-sphère. Les serres sont fabriquées avec ●●●

De par leur localisation, **les cultures** sont inaccessibles aux maladies portées par le vent. NEMO'S GARDEN



••• divers types de plastique et de plexiglas, souples et rigides, qui assurent la transparence, et sont situées à une profondeur de 7 mètres. Respectant un principe de physique, tout comme un verre placé à l'envers dans un bassin d'eau, elles sont remplies d'air et l'eau ne peut y pénétrer. «Jusqu'à présent, pour toutes les difficultés rencontrées, nous avons trouvé des solu-

tions; l'année dernière, malgré les nombreuses tempêtes, nous n'avons pas eu de problème», assure Luca Gamberini.

La culture sous-marine est une méthode alternative pour augmenter la production d'aliments de manière soutenable, affirme celui qui entrevoit des possibilités pour les pays en développement où les conditions pour cultiver la terre sont difficiles. «Dans un contexte où l'insuffisance de nourriture pour tous est une source de préoccupation, Nemo's Garden a peut-être des réponses.» D'autant que, sous l'eau, les plantes poussent plus vite.



Abri pour hippocampes

Grâce à la température constante, un taux d'humidité avoisinant les 85% et une proportion élevée de gaz carbonique, les végétaux sont stimulés comme sous l'effet de stéroïdes. Par ailleurs, la culture sous-marine exploite les conditions naturelles de l'environnement. «Nous n'avons pas besoin d'énergie pour réchauffer les biosphères ni pour les refroidir, comme c'est le cas avec les serres 'terrestres', souligne le passionné de plongée. La température sous-marine est plus constante, elle se refroidit et se réchauffe beaucoup plus graduellement que sur terre.»

Nemo's Garden produit par ailleurs de l'eau douce, gratuitement. Dans les serres, l'eau s'évapore, relâche le sel et se condense ensuite sous forme d'eau douce, explique Luca Gamberini. «Cette conversion n'est pas seulement intéressante pour l'irrigation, la plupart de l'eau douce dans le monde étant utilisée pour l'agriculture, mais elle est aussi prometteuse pour la consommation humaine.»

De par leur localisation, les cultures sont inaccessibles aux pestes, aux infections et à toute autre maladie portée par le vent. D'autre part, la terre n'est pas utilisée pour la culture sous-marine. «Elle coûte cher



et est souvent polluée. Il vaut mieux la laisser là où elle est», estime Luca Gamberini. Les cultures sont hydroponiques et des matériaux tels que la fibre de noix de coco, la laine de roche, la laine de verre et la perlite sont employés.

Enfin, la culture sous-marine n'est pas nuisible pour l'environnement. Au contraire, affirme Luca Gamberini: «Des pieuvres ont pris les biosphères comme refuge et des espèces d'hippocampes en voie d'extinction ont pondu leurs œufs sous les structures.» Dans la foulée, la société a élaboré et testé, avec succès, des minibiosphères qui pourront être utilisées par des individus à domicile dès 2017. «Nous souhaitons créer une communauté d'utilisateurs globaux qui participent au développement de la recherche en partageant leurs expériences et leurs résultats.»

«Nous évoluons comme des pionniers sur un territoire inexploré»

À l'approche de l'hiver, les serres de Nemo's Garden ont été démantelées pour être nettoyées et contrôlées. Elles vont être réinstallées sous peu pour fonctionner de mai à octobre 2016, le permis de concession ayant été renouvelé par les autorités locales. Luca Gamberini n'exclut pas que d'autres serres verraient le jour dans une autre région du globe, en partenariat avec des investisseurs privés étrangers. |



Du basilic, des fraises, des laitues et des pois ont été cultivés avec succès. NEMO'S GARDEN



Des questions en suspens sur Nemo's Garden

Botaniste écologue et adjointe scientifique au Laboratoire d'écologie et biologie aquatique de l'université de Genève, Aurélie Boissezon se questionne sur la faisabilité de l'agriculture sous-marine à grande échelle. Elle se dit dubitative quant à l'efficacité sur le long terme de Nemo's Garden. «Les concepteurs du projet affirment que beaucoup de lumière parvient jusqu'à leurs serres; or une des caractéristiques de l'environnement aquatique est d'atténuer la lumière et d'en modifier la qualité», observe la botaniste. Par ailleurs, elle note que la surface des serres doit s'encrasser du fait de la sédimentation et, éventuellement, de la croissance de biofilms, diminuant encore l'accès à la lumière.

En outre, les plantes respirent la nuit: durant celle-ci, elles consomment de l'oxygène (O₂) et produisent du gaz carbonique (CO₂); le jour, grâce à la lumière, elles font de la photosynthèse, c'est-à-dire qu'elles utilisent du CO₂ et de l'eau pour produire de l'O₂ et des sucres. Il y a ainsi un risque que la quantité de CO₂ s'épuise dans la

serre. «Les échanges gazeux s'équilibrent-ils ou faut-il apporter du CO₂, et le cas échéant comment?»

Elle ajoute que la logistique associée à ce genre de culture et à des récoltes sous-marines semble complexe. «Chaque plongée implique une logistique lourde», remarque-t-elle. Elle souligne encore que les secteurs sous-marins près des côtes sont particulièrement exposés aux aléas météorologiques, en se questionnant sur la vulnérabilité de dispositifs comme celui de Nemo's Garden.

Enfin, quelle superficie de fonds marins devrait être occupée pour qu'il y ait un intérêt productif et économique? Quel serait l'impact sur l'écosystème sous-marin et sur la navigation? Quel serait l'impact d'un tel procédé sur la qualité nutritionnelle des cultures? Quel serait leur rendement en termes de biomasse? Et serait-il réellement possible d'obtenir des floraisons? Voilà les questions qui restent encore en suspens, selon Aurélie Boissezon. AMD

LUCRATIVITÉ LIMITÉE =

- Financement des bonnes pratiques sociales et environnementales
- Transparence financière

LUCRATIVITÉ LIMITÉE =

- Bénéfices pour toutes et tous
- Plafonnement des dividendes
- Consolidation de l'entreprise
- Rémunérations équitables

BONNES PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES & SOCIALES =

- Recycler/Réutiliser/Réparer
- Consomm'ation
- Epanouissement professionnel et personnel
- CONVIVIALITÉ!

BONNES PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES & SOCIALES =

- Système participatif
- 1 personne = 1 voix
- Intégration et formation pour toutes et tous
- Energies renouvelables

UNE CHAMBRE POUR LA PROMOTION ET LA RECON- NAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

WWW.APRES-GE.CH



OIKO CREDIT

**Nous donnons les
moyens d'agir aux
personnes
défavorisées.**

**Rejoignez-nous.
Placez votre argent
dès 250 frs.**

Une épargne équitable et solidaire



Oikocredit Suisse Romande 021 701 26 74 suisse.romande@oikocredit.ch
www.suisse-romande.oikocredit.ch



ÉCONOMIE

Nouvelles réflexions, nouveaux modèles économiques, nouveaux rapports au travail. Diverses analyses et initiatives concrètes ébranlent les dogmes du libéralisme et tendent à montrer que les alternatives à l'économie de marché et à la logique consumériste existent bel et bien.

Le revenu de base fait son chemin en Europe

SOCIÉTÉ Alors que la Suisse vote en juin 2016, la Finlande, en pionnière, est sur le point d'introduire une allocation universelle.

Article original paru le 5 août 2015.



FLORIAN ERARD

Première européenne! Arrivée au pouvoir en avril 2015, la coalition de centre-droit finlandaise a annoncé, à la fin de l'été dernier, vouloir tenter l'expérience d'un revenu de base inconditionnel. Le débat sur son montant, sa mise en œuvre et son financement doit avoir lieu. Il s'annonce ardu. Certains parlementaires demandent que le revenu soit attribué sous condition (de recherche de travail notamment), d'autres s'opposent totalement à l'idée.

En attendant, le premier ministre centriste Juha Sipilä a mandaté un think tank pour réfléchir à la question. Celui-ci propose de mener une expérience sur deux ans avec huit mille individus âgés de 18 à 62 ans. Ils pourraient recevoir une somme comprise entre 400 et 700 euros mensuels, un montant soutenu par les Verts et l'Alliance de gauche, même si certains parlementaires libéraux ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils trouvaient la somme insuffisante et préconisent

850 à 1000 euros. Les experts soumettront leurs propositions définitives au gouvernement courant 2016. Le premier ministre devra ensuite convaincre la majorité du parlement s'il entend mener à bien l'expérience.

La Finlande peut s'appuyer sur de nombreux exemples

Quoique peu connues, les expériences à travers le monde ne manquent pas. De même que les résultats positifs en termes économiques, de progrès social ou de réalisation de soi.

En 2011, un projet pilote de dix-huit mois étendu à six mille personnes, citadins comme habitants des campagnes, riches comme pauvres, s'est déroulé en Inde. Les adultes recevaient entre 200 et 300 roupies (entre trois et quatre euros) mensuelles et les enfants la moitié. Une somme conséquente en regard des subventions alimentaires et des programmes de lutte contre le chômage dont les plus démunis

bénéficient peu en raison de la corruption omniprésente. Soutenu par l'Unicef et par la Self-Employed Women's Association (SEWA), ce projet a donné lieu à des retombées encourageantes pour les plus pauvres avant tout. De nombreux ménages ont utilisé leur argent pour améliorer l'hygiène de leur logement. Beaucoup se sont dirigés vers les marchés de produits frais, au lieu de poursuivre leurs achats dans les magasins de rationnement. Des progrès significatifs en termes de santé, notamment chez les enfants, ont été enregistrés. Autre observation: avec un confort matériel et un accès aux transports accrus, les familles ont pu se permettre d'offrir de meilleures conditions d'apprentissage à leurs enfants. Parallèlement, les adultes ont abandonné les travaux forcés dont dépendait leur subsistance, tout en augmentant leur temps de travail indépendant (commerce ou agriculture, par exemple). Finalement, possédant des liquidités, les

A la remise des signatures de l'initiative «Pour un revenu de base inconditionnel», cinq millions de pièces de 5 centimes ont été déversées devant le Palais fédéral, le 4 octobre 2013.

KEYSTONE

ménages sont parvenus à freiner leur endettement et à ne plus recourir aux services des prêteurs.

Une expérience similaire s'est tenue à Otjivero, un petit village pauvre de Namibie comptant mille habitants. Entre 2008 et 2009, sous l'impulsion de l'évêque luthérien Zephania Kameeta, désormais ministre namibien de la Lutte contre la pauvreté, l'expérience d'un revenu inconditionnel a sorti le village de la précarité, augmentant sensiblement le niveau et la qualité de vie de ses habitants.

Peu connus, les exemples à travers le monde ne manquent pas

Plus qu'une expérience, l'Alaska possède, elle, un véritable revenu de base depuis les années 1980. Les Alaskiens empochent, en complément des prestations sociales existantes, une partie des dividendes rapportés par l'extraction et le commerce du pétrole de la région. L'Alaska Permanent Fund Dividend varie, selon les années, entre 800 et 1800 dollars annuels. Un pic à plus de 3200 dollars a été enregistré en 2008. Bien que calqué sur le modèle d'une allocation universelle, ce dividende ne couvre pas totalement les besoins vitaux. Il peut dès lors être qualifié d'aide sociale supplémentaire, toutefois très bénéfique pour les régions rurales qui souffrent du chômage.

L'engouement européen

En Europe, l'idée d'un revenu universel fait son chemin: les partis verts anglais et gallois l'ont inscrit dans leur programme. Le parti d'opposition irlandais Fianna Fail a récemment fait de même avec une proposition concrète à 230 euros par semaine. À Utrecht, aux Pays-Bas, un projet pilote est sur le point de démarrer, alors que trente

autres municipalités du pays souhaitent également entamer des expériences similaires. En Espagne, le parti Podemos défend l'idée d'une allocation universelle dans son programme. Une initiative en faveur du revenu de base avait d'ailleurs été lancée en 2014, sans parvenir à recueillir suffisamment de signatures.

Le problème du financement

Les projets pilotes, limités dans le temps et en nombre de bénéficiaires, n'ont pas de peine à être financés (par les autorités, associations, organisations non gouvernementales et même par le financement participatif). C'est plutôt la mise en œuvre à l'échelle d'un État tout entier qui pose problème. L'idée d'allocation universelle provoque systématiquement des levées de boucliers en raison des incertitudes planant sur son financement et le risque pointé du doigt, par les syndicats notamment, de baisses des salaires ou de maintien de pans entiers de la population à l'écart du marché de l'emploi.

Pour y parvenir, ses partisans proposent de combiner plusieurs mesures: supprimer les prestations sociales (par exemple rentes AVS/AI, allocations perte de gain, assurance-chômage, allocations familiales, bourses d'études, etc.) jusqu'à concurrence du montant du revenu de base, relever la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le montant des impôts ou encore introduire une taxe sur le coût écologique ou sur les transactions financières. Ralph Kundig, président du Basic Income Earth Network (BIEN)-Suisse, estime que tous les pays du monde ont la capacité théorique de convertir leur produit intérieur brut en revenu de base, même si les méthodes de financement dépendent de l'organisation économique et fiscale de chaque pays.

Et la Suisse?

La Suisse pourrait-elle prétendre être championne en matière d'allocation universelle? L'initiative lancée en 2012 «Pour un revenu de

base inconditionnel» (RBI) a recueilli 126000 signatures. Elle sera soumise au vote populaire le 5 juin 2016. La nouvelle a fait le tour du monde et relancé les débats jusqu'aux États-Unis, selon M. Kundig. Et ce, même si l'article constitutionnel proposé au vote reste flou, n'articule ni chiffres ni méthode de financement, privilégiant une adoption de principe. «Il ne faut pas se faire d'illusions, les changements sociaux dans notre pays n'ont jamais été des cassures nettes, mais plutôt le fruit de consensus. Qu'elle soit acceptée ou non, l'initiative aura eu le mérite d'avoir créé le débat, car plus le principe est compris, moins les gens émettent de réserves», explique M. Kundig.

Les initiants ont toutefois publiquement estimé à 2500 francs pour les adultes et à 625 francs pour les enfants le montant du revenu de base, un chiffre calculé en fonction du seuil de pauvreté. L'allocation universelle serait alors financée par la suppression des prestations sociales jusqu'à concurrence du montant du revenu de base, par l'impôt, la TVA ou encore par la cotisation des employeurs.

Dans le cas de la Suisse, comme dans celui de la Finlande, la route est, somme toute, encore longue: «L'introduction d'un RBI en Suisse ne se fera pas du jour au lendemain, mais plutôt graduellement et par tranches de population», conclut M. Kundig. |

En janvier 2016, les partisans du revenu de base ont lancé la campagne à Berne en vue de la votation fédérale de juin. La tenue de ce scrutin a relancé les débats un peu partout dans le monde. KEYSTONE





Oser penser la démocratie économique

Les modèles de **socialisme autogestionnaire** sont basés sur la démocratie dans les entreprises et inspirés des coopératives. KEYSTONE

POSTCAPITALISME Largement ignorée par les mouvements anticapitalistes, toute une littérature scientifique explore des alternatives à l'économie dirigée par le profit. Avec, en leur cœur, la démocratie dans tous les domaines.

Article original paru le 25 septembre 2014.

CHRISTOPHE KOESSLER

« Il n'y a pas d'alternatives. » Malgré les désastres provoqués par l'économie capitaliste et l'effondrement du modèle social-démocrate européen, la même rengaine est constamment reprise en chœur dans bien des milieux, de gauche comme de droite: cette antienne n'a en réalité pas de consistance si l'on se penche sérieusement sur le sujet.

Toute une littérature scientifique récente développe, à la lumière des expériences socialistes et solidaires réalisées depuis deux siècles, des solutions concrètes pour remplacer à large échelle l'économie dirigée par le profit. Ces recherches sont largement et paradoxalement ignorées par les mouvements anticapitalistes, pour des raisons idéologiques principalement (lire en page 50).

Les modèles de socialisme autogestionnaire¹ ne manquent pourtant pas d'intérêt. Basés sur la démocratie dans les entreprises, inspirés du fonctionnement des coopératives, ils répondent aux deux objectifs fondamentaux du socialisme: l'émancipation des travailleurs de toute tutelle, que ce soit celle des détenteurs du capital ou celle de l'État, et le contrôle social

des grandes orientations de l'économie. Ils ont aussi le mérite de rester relativement proches, au final, du fonctionnement actuel de l'économie au jour le jour.

Maximisation des revenus du travail

Les nouveaux penseurs postcapitalistes de cette école proposent de conserver les marchés pour les biens de consommation courante, de socialiser l'investissement et de développer les services publics délivrant des biens sociaux gratuits ou semi-gratuits (santé, éducation, culture, eau, électricité, etc.). Le tout complété par une planification incitative et démocratique qui permette d'orienter l'économie vers les buts décidés par la société.

Ce cadre théorique suppose l'existence d'une démocratie politique, incluant toutes sortes de participations citoyennes, et une propriété sociale des moyens de production (à distinguer d'une propriété d'État. S'agissant des produits de consommation courante, l'État n'est que le garant de la propriété commune dont l'usage est confié à des entreprises soumises à des obligations).

Une économie de ce type postule donc que les travailleurs s'organisent comme ils le souhaitent au sein de collectifs de travail ou d'entreprises. À l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans les coopératives. Ils élisent des gestionnaires en cas de besoin (qui peuvent être tournants et révocables) et perçoivent pour eux-mêmes les revenus tirés de la vente des biens et des services qu'ils produisent, une fois payés leurs impôts et les intérêts des prêts qu'ils ont contractés.

Responsabilité des travailleurs

Il n'existe plus de gains provenant de la possession d'un capital. «C'est un système orienté vers la maximisation des revenus du travail, pour que les travailleurs se sentent responsables et fassent preuve de la plus grande efficacité productive», commente le politologue français Tony Andréani, fort de ses études sur l'autogestion en ex-Yougoslavie et sur les coopératives Mondragon en Espagne, de loin le plus grand spécialiste francophone du sujet.

Pour éviter de trop grandes inégalités de rémunération des travailleurs entre entreprises, des grilles salariales pourraient par exemple être imposées à l'échelle de la société. Tout en laissant une marge de manœuvre aux entreprises, par exemple en matière de primes attribuées aux collaborateurs en fonction des résultats de leur collectif de travail.

Vers l'émancipation des travailleurs et le contrôle social de l'économie

Certains auteurs proposent d'associer d'autres parties à la gestion des entreprises: associations de consommateurs, fournisseurs, banques socialisées, représentants de collectivités publiques, etc., afin que les intérêts collectifs de la société puissent s'exprimer au cœur même des firmes.

Le marché: un moindre mal

Pour les biens privés (nourriture, chaussures, vélos, journaux, etc.) et les moyens de production, le marché reste l'instrument principal de la rencontre de l'offre et de la demande. Malgré ses défauts – il ne prend pas en compte les externalités des transactions (la pollution par exemple), ignore les disparités de pouvoir d'achat et pousse les entreprises à une concurrence parfois destructrice –, les partisans d'un socialisme autogestionnaire le considèrent comme un moindre mal. La seule alternative au marché serait une planification impérative de l'ensemble de la production, laquelle aurait prouvé son inefficacité et son caractère autoritaire en Union soviétique.



L'**émancipation** des travailleurs de toute tutelle, que ce soit celle des détenteurs du capital ou celle de l'État, est un des objectifs du socialisme autogestionnaire. KEYSTONE

Une variante démocratique, d'inspiration anarchiste, proposée par l'économiste libertaire Michael Albert², existe pourtant: la planification participative. Fondée sur l'expression de l'offre et de la demande par des conseils de consommateurs et de producteurs, cette alternative n'apparaît pas praticable aux yeux des auteurs autogestionnaires. Surtout en raison de la lourdeur d'un tel dispositif, qui devrait être débattu à tous les échelons. Elle leur semble aussi entachée du même risque de dérive tyrannique à cause de l'existence inévitable d'un bureau central chargé de compiler les données fournies de part et d'autre. Sans compter que ce système impliquerait un bouleversement complet des modes de vie des citoyens en matière économique, réduisant drastiquement les achats spontanés et impliquant une participation constante aux institutions économiques.

Contre-feux à la concurrence

Pour contrer les tendances délétères du marché, Tony Andréani et l'économiste et sociologue britannique Diane Elson proposent de le «socialiser». Des contre-feux sont opposés à la concurrence, en particulier des coopérations obligatoires. Les entreprises seraient obligées de partager avec d'autres des informations cruciales sur leurs procédés, techniques de travail et progrès technologiques. Les consommateurs auraient aussi accès à une information véritable sur les produits, notamment grâce à leur présence dans le comité de gestion des firmes autogérées. Les travailleurs, eux, bénéficieraient de réseaux publics d'emplois.

Le caractère aveugle des marchés serait surtout compensé par la socialisation des investissements. L'économiste étasunien David Schweickart prévoit, pour ce faire, que les entreprises paient une taxe ●●●

¹ Le politologue et philosophe français Tony Andréani reste celui qui a de loin le plus creusé le sujet. Après avoir étudié les expériences soviétique, yougoslave et hongroise principalement, consignées dans l'ouvrage *Le socialisme est (à)venir* (éd. Syllepse, tome I, 2001), il s'est penché sur presque tous les modèles de socialisme élaborés par d'autres, avant de d'avancer ses propres solutions dans le tome II. Citons encore David Schweickart, *After capitalism* (Rowman and Littlefield publishers, 2002), et Pat Devine, *Participatory planning through negotiated coordination* (Science and Society, 2002).

² Michael Albert, *Après le capitalisme, éléments d'économie participative*, (Agone, 2003).

●● sur le capital fixe qui leur est confié, dans le but d'alimenter un fonds public d'investissement, une sorte de pot commun. Le fonds ventile ensuite ces ressources entre des banques socialisées et autogérées, qui elles-mêmes attribuent aux entreprises des prêts selon des critères d'efficacité. Les firmes qui ne peuvent générer un revenu suffisant pour leurs travailleurs font faillite. L'idée est que seules des banques, soumises à un contrôle public, sont à même d'exercer une «contrainte dure» sur l'entreprise pour que les investissements soient réalisés à bon escient et sans gaspillage des ressources.

Les investissements sont toutefois orientés vers des finalités sociales par un plan incitatif élaboré par des collectivités publiques élues. Ce plan utilise les instruments économiques classiques des taux d'intérêts, de la fiscalité et des subventions pour soutenir ou au contraire décourager des productions de biens et de services selon leur impact social et écologique. Des sommes d'argent plus importantes pourraient aussi être réservées aux investissements considérés comme prioritaires. On peut ainsi favoriser la production de vélos électriques, plutôt que de grosses automobiles, ou des services favorisant les liens sociaux plutôt que la fabrication de jeux électroniques guerriers, tout en permettant que tous les goûts soient malgré tout satisfaits.

«Louer le capital»

Tony Andréani, qui propose un système similaire, souligne la logique de ce dispositif: «Ce n'est plus le capital qui loue le travail, mais le travail qui loue le capital selon les orientations du plan.»

À partir de ces propositions pourrait se développer un débat parmi ceux qui croient en la nécessité d'un dépassement du capitalisme. La difficulté de parvenir à cet objectif, plus encore dans un monde globalisé, ne doit pas paralyser la réflexion de la gauche radicale sur ce qu'elle souhaite vraiment, au-delà de ses divergences. Ce n'est que munie d'une vision claire d'un horizon qu'elle pourra trouver les chemins de la transition³. |

³ Tony Andréani, David Schweickart et Michael Albert développent des pistes sur les réformes à exiger dès maintenant pour se diriger vers un socialisme démocratique. Il ne s'agit ni d'attendre la révolution ni de croire au grand soir.



Historiquement, le mouvement anticapitaliste nourrit de la méfiance envers le socialisme autogestionnaire. KEYSTONE



Les modèles de socialisme: un tabou

Réfléchir aux contours précis d'une économie post-capitaliste se heurte souvent à une levée de boucliers dans les milieux de la gauche radicale. Même si ces modèles d'alternatives sont conçus avant tout comme des idées à débattre et des guides pour orienter l'action militante, et non comme des solutions clés en main à imposer ou à appliquer à la lettre, ils suscitent une vive méfiance.

Le principal argument donné à cette défiance prend source à la fin du XIX^e siècle déjà, à savoir que l'alternative ne pourrait surgir que du mouvement des masses des dominés et de leurs luttes concrètes, pas de l'imagination de quelques bourgeois. Marx s'opposait alors aux «utopies» proposées par Saint-Simon, Fourier et Owen: «Ils (*les utopistes, ndlr*) ne discernent du côté du prolétariat aucune spontanéité historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre. (...) Leurs inventions personnelles doivent suppléer ce que le mouvement social ne produit point; les conditions historiques de l'émancipation prolétarienne, c'est l'histoire qui les donne, mais ils préfèrent les tirer de leur imagination; à la place de l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, ils voudraient organiser la société suivant un plan spécialement imaginé à cet effet», écrivait Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*.

Cette idée a largement empêché les mouvements anticapitalistes de préciser ce qu'ils voulaient concrètement. Dès lors, n'est-ce pas là l'une de leurs faiblesses principales? C'est du moins la conviction de plusieurs auteurs de modèles autogestionnaires, qui pensent que réfléchir à des solutions pour le futur et pour tout de suite est l'une des clés de la transformation sociale de l'économie.

Sans projet de société, les mouvements sociaux peuvent-ils convaincre une partie significative de la population de se joindre à eux, interrogent en substance les nouveaux penseurs postcapitalistes? Faute de propositions nouvelles, outre celle de faire appel à l'État social, ne sont-ils pas démunis face à la progression actuelle du néolibéralisme? Pour le politologue et philosophe français Tony Andréani, «les prolétaires ont besoin des intellectuels, auxquels ils sont en droit de demander de faire leur travail». CKR



«Être heureux, **autrement** qu'en **consommant**»

INTERVIEW Spécialiste en durabilité, Christian Arnsperger défend une économie plus respectueuse de l'humain et de la biosphère. Deux dimensions bradées par le système actuel, aliénant selon lui.

Article original paru le 14 avril 2016.

«Nous sommes dans un système consumériste, qui se caractérise par une augmentation de la **production de biens**, satisfaisant des envies de consommation toujours plus importantes.» KEYSTONE

FLORIAN ERARD

L'économie doit-elle amorcer un nouveau tournant? La question se pose à l'heure où la Suisse est en plein débat sur le revenu de base inconditionnel. Pour Christian Arnsperger, professeur en durabilité et anthropologie économique à l'université de Lausanne, il convient de s'orienter vers une économie régénérative, sociale et solidaire. Coopératives, monnaies complémentaires, banques alternatives, revenu de base et économie bicamérale sont, selon lui, autant de pistes qui permettent de dépasser le système actuel fait de consumérisme et de productivisme.

Il est caractérisé par une augmentation de la production de biens, satisfaisant des envies de consommation toujours plus importantes.

A-t-il des avantages?

On lui prête certaines qualités comme la performance et l'efficacité. En effet, il nous permet de nous enrichir globalement et promet ensuite une redistribution des revenus sans douleur: il suffirait de produire davantage pour satisfaire tout le monde. Une manière de penser qui fonde l'État providence dans nos sociétés démocratiques actuelles.

Comment qualifier le système économique actuel?

Aujourd'hui, nous sommes dans un système «CPC», à savoir consumériste, productiviste et «croissanciste».

Pourtant les inégalités sont croissantes...

Oui, le système n'arrive pas à être aussi équitable et juste qu'il le promet. Il exclut même de nombreux ●●●



Professeur en durabilité et anthropologie économique à l'Université de Lausanne,

Christian Arnsperger est un spécialiste des alternatives économiques post-consuméristes. Ce docteur en sciences économiques, diplômé de l'université de Louvain, en Belgique, oeuvre également en tant que conseiller scientifique à la Banque Alternative Suisse (BAS).

PHOTO: DR

●●● individus. Pis, le modèle productiviste a des effets néfastes pour l'humain et son rythme de vie puisque nous devons produire sans relâche. Nous pouvons le qualifier d'aliénant. Autre aspect problématique: son rapport à la biosphère. Nous puisons dans les ressources naturelles sans mesure. Chaque année, nous dépassons un peu plus tôt le budget écologique de la planète (*lire en page 53, ndlr*). Nous assistons donc à une surcharge tant psychologique qu'écologique.

Comment notre économie peut-elle remédier à ce double problème?

Une économie «circulaire» et «régénérative» doit être privilégiée. Elle consiste à tout recycler et à extraire le moins possible de ressources. Nous devons ainsi consentir à consommer moins, à trouver d'autres façons d'être heureux. Évidemment, un tel changement implique une forme de sobriété économique dont le but est de rester dans les limites de notre budget écologique annuel.

Défendez-vous un modèle économique décroissant?

Non, pas au sens où beaucoup l'entendent. Notre économie actuelle doit limiter sa taille, sans viser pour autant une croissance négative ou nulle, qui n'a que peu d'intérêt, l'essentiel étant de respecter nos ressources. Nous devons simplement parvenir à produire la juste quantité correspondant à nos besoins réels.

Comment savoir quels sont nos «besoins réels»?

L'économie sociale et solidaire offre des réponses à ce défi. Elle produit des biens et des services sans volonté de faire un profit maximal. Les décisions sont prises de manière démocratique, avec la plus large consultation possible. Par une logique participative, on peut espérer déterminer les besoins exacts de chacun. Par ailleurs, cette organisation économique met l'accent sur le partage.

Encore aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire semble marginale.



La **Banque alternative** suisse (BAS), qui a son siège à Olten, cherche à réaliser un profit suffisant plutôt que maximal. KEYSTONE

Pas tellement. Il existe beaucoup de sociétés traditionnelles qui fonctionnent encore selon ces principes. Elles déterminent collectivement les besoins et collaborent pour la production des biens, selon une logique de la «suffisance». Mais dans nos sociétés occidentales, après deux siècles d'accoutumance à un système CPC, il faut reconnaître que l'idée de s'autolimiter pour respecter les ressources naturelles effraie. Nous avons tendance à penser que nous serons contraints à l'appauvrissement. Or une telle société serait simplement plus sobre. Nous mutualiserions, partagerions davantage les biens, sans devenir pauvres pour autant. La soif de possession peut être remplacée par la soif de relation.

Comment rendre opérationnel ce principe d'économie sociale et solidaire?

Il y a la solution des coopératives, possédées par les salariés, voire même par les clients comme en France avec les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap). En effet, des paysans s'associent pour produire des aliments et les consommateurs paient chaque mois une somme fixe. Ils deviennent «actionnaires» de la production.

«La soif de possession peut être remplacée par la soif de relation»

Les monnaies complémentaires peuvent également contribuer à un changement de perspective. Elles offrent la possibilité de fonctionner selon le principe du «crédit mutualisé». En bref, avec ce système, les commerces «créent» de la monnaie lorsqu'ils en ont besoin: les entreprises contractent dettes et créances en continu, selon les nécessités, qui s'équilibrent au fur et à mesure des échanges. De cette façon, une chaîne de solidarité se crée: tant les crédits que les débits appartiennent à tous. Un système mutualisé remédie aussi à la question de la quantité de monnaie à mettre en circulation, ce que les banques centrales ont souvent de la peine à estimer.

Les systèmes d'échange locaux sont aussi intéressants. Ils fonctionnent comme une monnaie, mais se limitent à des réseaux d'individus qui se connaissent.

Mais ces alternatives semblent portées uniquement par quelques convaincus...

Aujourd'hui, la démocratie ne se soucie pas tellement des ressources naturelles et peu d'une économie régénérative. Elle ne fournit donc pas d'incitation à expérimenter de nouvelles organisations économiques. Il faut dire que le système CPC actuel ne permet pas non plus aux gens de changer d'orientation, d'innover

sans risquer de devenir marginaux et de perdre leurs droits. Les citoyens se retrouvent à tester seuls ces alternatives, face à des pouvoirs publics souvent dubitatifs et craintifs. Il y a certes une prise de conscience depuis une trentaine d'années, mais elle est encore insuffisante.

Comment orienter l'économie vers les alternatives?

Pour laisser la société s'adapter progressivement à un système alternatif, il faudrait segmenter l'économie en trois: une frange de «capitalisme vert», avec le commerce de produits «verts» que nous connaissons aujourd'hui (voitures hybrides, par exemple), un secteur obligeant les acteurs à mener en partie des activités non marchandes et, enfin, un espace totalement alternatif, expérimentant des formes d'organisation nouvelles. De cette façon, un vrai pluralisme des visions du monde serait établi, permettant aux individus de choisir leur trajectoire de vie.

Repenser l'économie, c'est une chose.

Mais concrètement, quel est le champ d'action des acteurs économiques?

Prenons le milieu bancaire. On voit des exemples comme la Banque alternative suisse (BAS) qui s'approche d'un fonctionnement coopératif. Même si elle tire des bénéfices de ses crédits et placements, la BAS cherche à réaliser un profit suffisant plutôt que maximal. Les actionnaires ne réclament pas nécessairement leurs dividendes, certains clients renoncent à une partie de leurs intérêts. La banque s'engage à soutenir des projets durables et contribuant au changement social. C'est de cette façon que les acteurs financiers peuvent jouer un rôle d'incitateurs.

Y a-t-il d'autres formes de fonctionnement qui vont dans ce sens?

Plus généralement, les entreprises pourraient s'organiser de manière «bicamérale». C'est une piste qui n'existe pas encore en pratique. Elle comprendrait une chambre du capital et une chambre du travail. La première serait l'équivalent d'un conseil d'administration où siègent les représentants des actionnaires et de la direction, la seconde réunirait des représen-



«Une société fidèle au principe d'économie sociale et solidaire diminuerait le chômage.»
Photo: Office cantonal de l'emploi à Genève. JPDS

tants des travailleurs et devrait agir comme un organe de contre-proposition aux décisions des dirigeants basées sur la seule volonté de profit.

Pour aller au-delà de notre système, devrait-on aussi transformer le salariat?

Des idées novatrices émergent, comme le revenu de base inconditionnel. Pour contribuer au changement social, un montant fixe suffisamment haut doit être alloué, sans quoi on considérera que c'est simplement une subvention permettant aux entrepreneurs de réduire leur masse salariale. Ce n'est qu'avec une allocation élevée que les individus auront le véritable choix de s'essayer aux alternatives plus radicales évoquées plus tôt sans devenir marginaux.

Et peut-on trouver des solutions au chômage, préoccupation récurrente de l'économie actuelle?

Aujourd'hui, certaines personnes sont exclues du marché du travail car d'autres travaillent beaucoup trop pour nourrir la croissance. Les individus actifs devraient alors réduire leur temps de travail hebdomadaire. Une société fidèle au principe d'économie sociale et solidaire diminuerait donc le chômage, car elle démocratiserait l'économie et partagerait le temps de travail équitablement: chacun serait davantage pris en compte et responsabilisé. |

Un budget écologique annuel dépassé chaque année un peu plus tôt

L'activité humaine sur la planète est gourmande en ressources naturelles. Le Global Footprint Network, un laboratoire international s'intéressant aux enjeux environnementaux, calcule chaque année la consommation du budget écologique annuel, soit l'utilisation des ressources que la terre est capable de renouveler.

Le 13 août 2015, la population mondiale avait épuisé le capital nature renouvelable annuel, comme l'a indiqué l'été dernier l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

En d'autres termes, nous aurions besoin d'une planète et demie pour être respectueux de nos réserves renouvelables. En 2014, ce jour de dépassement est intervenu le 20 août. Plus significatif encore, en l'an 2000, il avait eu lieu le 1^{er} octobre, toujours selon l'OFEV.

Pour Christian Arnsperger, professeur à l'université de Lausanne, la surconsommation de nos ressources naturelles est le propre du système consumériste, productiviste et «croissanciste». FED



La monnaie indigène qui conquiert le Mexique

DÉVELOPPEMENT Pensés à l'origine comme une réponse à la pauvreté d'une communauté rurale, le túmin et son fonctionnement atypique gagnent les populations urbaines branchées. Non sans susciter la crainte que cette monnaie complémentaire ne dérive de ses aspirations initiales. *Article original paru le 16 mars 2016.*

MYLÈNE MOULIN

Sur le comptoir du café-librairie La Rueca de Gandhi trône une affichette: «Nous acceptons le túmin». Comme dans plus de 850 commerces locaux, il est ici possible de payer une partie de sa consommation en túmines, l'une des rares monnaies locales et solidaires du Mexique. Née il y a cinq ans au sein d'une communauté de l'ethnie Totonaque, dans le Veracruz, elle est aujourd'hui en circulation dans quinze États du pays.

L'histoire commence en 2010 dans la municipalité d'Espinal, au nord de la région de Veracruz. Inspiré du modèle zapatiste qui prône l'autonomie des peuples ainsi que des pratiques ancestrales de troc de la com-

munauté, un groupe d'étudiants et d'universitaires crée, en concertation avec des habitants d'Espinal et le réseau Unis pour les droits humains, un marché alternatif d'économie solidaire articulé autour d'une monnaie locale, le túmin.

Donner sa chance à l'économie de proximité

Aujourd'hui, à Espinal, Carlos, le menuisier, achète son pain en túmines à Paulina, la boulangère, qui à son tour les dépense chez Joaquín, le boucher, qui va faire reprendre sa chemise chez Enriqueta la couturière.

«Cela a permis à de nombreuses familles de sortir de l'extrême pauvreté en ayant accès aux produits de

«Le túmin a permis à de nombreuses familles de sortir de l'extrême pauvreté.» MMN

première nécessité sans être dépendants du système monétaire dominant. Le túmin n'est pas qu'un instrument monétaire, c'est une expérience de la confiance et un apprentissage. Le rapport à la monnaie a changé: nous ne sommes plus dans une logique de gagner de l'argent pour survivre mais dans une logique de circulation de biens, de services et de savoirs», explique Mayeli Ochoa, coordinatrice du projet, tisseuse et étudiante en sciences de l'éducation.

«Cela a permis à de nombreuses familles de sortir de l'extrême pauvreté»

Car, contrairement à d'autres monnaies complémentaires, le túmin ne peut pas s'acheter. Chaque nouvel adhérent se voit remettre gratuitement 500 túmines en une seule fois. À lui de faire circuler ce capital au sein du réseau. «La valeur de cette monnaie se base sur ce que l'on produit, et non sur ce que l'on détient. Les usagers du túmin sont 'proconsommateurs', à la fois producteurs et consommateurs», poursuit la jeune femme.

Plainte de la Banque du Mexique

Sur le marché agroécologique de Coatepec, une petite ville caféière du centre de Veracruz, tous les produits vendus par Sabrina Van Remoortere peuvent ainsi être payés en túmines. Beurre de noix de coco, huile d'olive bio, répulsifs antimoustiques à base d'huiles essentielles, shampoings naturels, etc. «Tout ici est issu de l'agriculture responsable. Nous soutenons ainsi les producteurs locaux ou d'autres régions. Accepter d'être payé en túmines, c'est aussi permettre à un maximum de personnes de consommer mieux, et parfois moins cher», explique la jeune commerçante, qui applique une réduction de 5% pour ses clients «tuministes». Une belle façon de donner sa chance à l'économie de proximité tout en favorisant le mieux consommer.

Pensée pour un marché restreint, cette monnaie sociale a suscité la méfiance des pouvoirs publics. En 2012, la Banque du Mexique a lancé une procédure en justice contre les utilisateurs du túmin pour fabrication et émission illégale de monnaie, et concurrence déloyale au peso mexicain. Malgré plusieurs expertises anthropologiques et économiques démontrant que ces accusations étaient infondées, le cas n'a pas été classé et la procédure est toujours en cours.

À l'époque, la forte médiatisation autour de l'affaire avait éveillé l'intérêt du Mexique pour cette monnaie qui faisait trembler l'État. De monnaie locale, le túmin a essaimé dans sa région d'origine avant de s'implanter un peu partout dans le pays. «Cela dé-

montre que la notion de solidarité trouve un écho chez beaucoup de monde, mais ce succès est à double tranchant car le túmin n'est pas pour tous. Il a été créé en réponse à certaines situations économiques spécifiques à notre environnement, comme une alternative à une certaine réalité», nuance Mayeli Ochoa.

Relocaliser

Outre l'État de Veracruz, le túmin circule désormais à Oaxaca, au Chiapas, à Puebla, à Ciudad de México et même dans l'État du Tabasco, situé à plus de 800 kilomètres d'Espinal. Nouvelle mascotte des urbains mexicains branchés, le túmin fleurit notamment dans les milieux alternatifs.

«Cette expansion comporte des risques car nous ne pouvons plus contrôler son utilisation ni fournir suffisamment de túmines: dans les grandes villes, la demande nous dépasse», s'inquiète Mayeli Ochoa.

Pour la coordinatrice, la pérennité du projet réside dans la régionalisation. «Il faut inciter les 'tuministes' de chaque région à prendre des responsabilités, à émettre leurs propres túmines, à gérer sa circulation sur place, à sensibiliser les populations. Avec les mêmes valeurs et les mêmes principes qui régissent le túmin original, bien entendu», conclut-elle.

Au Chiapas, où la monnaie solidaire connaît un succès fulgurant, un groupe de tuministes s'est par exemple organisé pour créer son propre réseau. Émis depuis quelques mois, les bons de 1, 2, 5, 10 et 20 «túmin Chiapas» ont leur propre design et sont valables dans tous les États du Mexique. |



Nouvelle **mascotte** des urbains mexicains branchés, le túmin fleurit notamment dans les milieux alternatifs, selon Mayeli Ochoa, coordinatrice du projet. MMN

Le léman, alternative naissante



Depuis leur lancement en septembre 2015, 30 000 lémans sont en circulation dans le Grand Genève. DR



Cent cinquante commerces et associations ainsi que 500 personnes ont adhéré à la monnaie complémentaire du bassin de vie lémanique, le léman. Cette devise alternative a pour but de favoriser l'économie régionale puisqu'elle ne peut être dépensée au-delà du Grand Genève. Depuis son lancement en septembre 2015, environ 30 000 lémans, dont la valeur est garantie par 30 000 francs sur un compte, sont en circulation. Un bilan encourageant, même si les utilisateurs apparaissent encore frileux.

«**La progression est bonne.** Le nombre d'adhérents et de commerces a triplé depuis Alternatiba, la fête des alternatives», se réjouit Antonin Calderon, socio-économiste et secrétaire général de l'association Monnaie léman. À Genève, de nombreuses associations, magasins, restaurants, thérapeutes, fiduciaires, architectes ont pris part au projet. Récemment, à Lausanne, des particuliers ont dit leur intention de rejoindre la communauté de paiement. En France voisine, une épicerie, des agriculteurs, un imprimeur, des magasins d'habillement et de beauté ainsi que des associations y sont notamment affiliés. Des volontaires du service civique feront prochainement du démarchage dans les commerces locaux. Et, facteur de progression inattendu: la sortie du film *Demain*, qui présente la monnaie complémentaire de la ville de Bristol, en Angleterre, aurait convaincu de nombreuses personnes à s'intéresser aux lémans.

Antonin Calderon a bon espoir qu'un «effet boule de neige» permette de poursuivre cette expansion: davantage de lémans en circulation favoriseront les échanges. «Nous travaillons actuellement sur les filières de production: de la graine à la farine et de la farine au pain», détaille-t-il. Le restaurant des Savoises, situé à la Maison des associations, a déjà encaissé plusieurs centaines de lémans et peut commencer à chercher des fournisseurs susceptibles d'accepter cette devise. Le fournisseur devra à son tour trouver un moyen de les dépenser. Un registre a d'ailleurs été établi pour mettre en réseau les acteurs locaux.

Malgré ces signes de progression, plusieurs commerces, qui adhèrent «par principe» au projet, ont encore du mal à s'y faire et n'ont pas encore effectué de transactions en lémans. Un seul a trouvé un fournisseur susceptible d'accepter la devise: Alexandre Rousset, du restaurant genevois La Ritournelle, négocie afin de pouvoir régler un tiers de ses factures en lémans. Samuel Dos Santos, du restaurant Le Barocco, dit avoir essayé de payer un fournisseur en monnaie complémentaire, mais sans succès: «Il ne savait d'abord pas ce que c'était, mais après quelques explications et un téléphone à son chef, il n'a pas accepté. Ce n'est pas encore entré dans les mœurs!»

Des solutions? Des campagnes de promotion et d'information par quartier, pour que les habitants réalisent que des commerces avoisinants acceptent les lémans, sont prévues. M. Calderon appelle aussi à une professionnalisation de la gestion de la monnaie, notamment au niveau du démarchage, du courtage et de sa gestion, comme cela s'est fait pour le WIR, autre monnaie complémentaire suisse, ou le Sardex, de Sardaigne. Pour rendre la devise lémanique plus visible et la diffuser davantage, d'autres bureaux de change devraient prochainement ouvrir leurs portes en plus de celui existant à la Maison des associations à Genève.

Mais promouvoir et imprimer la monnaie a un coût. Malgré les 10 000 francs reçus de quelques associations et communes de la région (Ville de Genève, Carouge et région Rhône-Alpes) pour le lancement du projet, l'association recherche encore des fonds. Elle prévoit donc d'instaurer des cotisations à prix libre et lancera prochainement une campagne de financement participatif.

Monnaie léman souhaiterait aussi convaincre 450 commerces supplémentaires avant de passer à un système de «crédit mutualisé», objectif à moyen terme de cette monnaie. Avec un tel mode de fonctionnement, les entreprises pourront échanger sans liquidités: elles contracteront entre elles et en continu dettes et créances qui tendront à s'équilibrer au fur et à mesure des échanges. FLORIAN ERARD

www.monnaie-leman.org

Cinq mille monnaies alternatives dans le monde

Va-t-on vers la fin du monopole des monnaies d'État? Solution de proximité à la crise économique, engagement citoyen, mesure anticapitaliste, relocalisation de l'économie... à ce jour, plus de 5000 monnaies alternatives seraient en circulation dans le monde, selon l'économiste belge Bernard Lietaer. Pionnière avec le WIR, créé dans les années 1930, la Suisse s'est par exemple enrichie l'an dernier d'une nouvelle monnaie alternative, le léman, en circulation dans le Grand Genève.

En Europe, la plus connue reste le chiemgauer, lancé en Allemagne en 2003. De son côté, la France en compte plus d'une trentaine et une vingtaine sont en cours de création. Initiatives citoyennes pour la majorité, les monnaies complémentaires sont de plus en plus convoitées par les collectivités locales qui y voient l'occasion de renforcer l'économie de leur territoire. Comme à Nantes, où la municipalité a lancé SoNantes, une monnaie locale utilisable en complément de l'euro. MMN

IMPRESSUM

Édition

Le Courrier
3, rue de la Truite
case postale 238
1211 Genève 8
t: 022 809 55 66
info@lecourrier.ch
www.lecourrier.ch

Éditeur

Nouvelle Association
du Courrier

Rédaction en chef

Philippe Bach, Dominique
Hartmann, Benito Perez

Coordination éditoriale & Iconographie

Pauline Cancela,
Jérôme Rivollet

Conception graphique

Franklin Wicht

Rédaction

Alice Bomboy, Pauline
Cancela, Derek Christie,
Laura Drompt, Andrée-
Marie Dussault, Florian
Erard, Dominique
Hartmann, Christophe
Koessler, Mylène Moulin,
Benito Perez, Frédéric Pont,
Jérôme Rivollet,
Mario Togni

Photolithographie

Thierry Scherer

Direction administrative

Eva Fernandez

Marketing & Publicité

Jean-Baptiste Couder,
Tzivan Derveaux
pub@lecourrier.ch

Impression

Atar Roto Presse SA,
Genève

Toute reproduction est
strictement interdite pour
tous les pays, sauf autorisa-
tion écrite du *Courrier*

Numéro 01, Genève,
mai 2016

Photo de couverture: un
berger sur l'île d'El Hierro.
KEYSTONE

ISSN 1424-1404



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme

La Fondation Charles Léopold Mayer soutient des organisations de la société civile formulant et portant des propositions pour engager une transition vers des sociétés plus justes et plus durables.

L'appui à la rubrique «alternatives citoyennes» fait écho au cycle de conférences sur les alternatives appuyé par la fondation à l'Espace Dickens en 2014-15. Cette rubrique, qui sur les thématiques choisies laissait carte blanche à la rédaction du *Courrier*, a permis d'enrichir l'exploration des initiatives citoyennes locales. Par ailleurs, *Le Courrier* est un des derniers titres de la presse romande à conserver son indépendance face aux grands groupes de presse. La FPH est consciente de l'enjeu que constitue le maintien d'une information pluraliste.

La valorisation, sous forme d'un recueil, de l'ensemble des articles de la rubrique permettra de toucher et d'inspirer un public élargi.

LE COURRIER

L'essentiel, autrement.

Quotidien romand d'information et d'opinion imprimé à Genève, *Le Courrier* est engagé dans la défense des valeurs humanistes et progressistes. Il est édité par une association à but non lucratif, la Nouvelle Association du Courrier (NAC), qui garantit son indépendance.

Le Courrier couvre l'actualité régionale romande, nationale et internationale, avec une prédilection pour les thèmes politiques, sociaux, syndicaux, environnementaux, les rapports Nord-Sud et les problématiques de genre.

Le journal paraît cinq jours par semaine; son édition du vendredi est augmentée d'un cahier Week-end et du Mag, magazine culturel de référence.

LOGO
FSC



Retrouvez le *Courrier* sur www.lecourrier.ch
et sur les réseaux sociaux **Tweeter** et **Facebook**





M A Î T R E I M P R I M E U R 1 8 9 6

atar est au bénéfice des certifications
régulièrement renouvelées et complétées: FSC®, PEFC™, PSO-UGRA, MYCLIMATE.

atar roto presse sa - genève - t +41 22 719 13 13 - atar@atar.ch - atar.ch